

LA LIBÉRATION PRÉALABLE  
DES  
ACTIONS DE NUMÉRAIRE  
DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*(Sciences juridiques)*

*Présentée et soutenue le 10 Juin 1927, à 14 heures*

PAR

**Roger MARIDORT**

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques  
Licencié ès Lettres

---

*Président : M. WAHL, Professeur*

|                    |   |                    |   |                    |
|--------------------|---|--------------------|---|--------------------|
| <i>Suffragants</i> | { | RIPERT<br>PERCEROU | { | <i>Professeurs</i> |
|--------------------|---|--------------------|---|--------------------|



E. DE BOCCARD, Editeur  
1, Rue de Médicis, 1  
(PARIS VI°)

---

1927







**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

---

LA LIBÉRATION PRÉALABLE  
DES  
ACTIONS DE NUMÉRAIRE  
DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences juridiques*)

*Présentée et soutenue le 10 Juin 1927, à 14 heures*

PAR

**Roger MARIDORT**

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques  
Licencié ès Lettres

---

*Président : M. WAHL, Professeur*

*Suffragants*

RIPERT  
PERCEROU

*Professeurs*



E. DE BOCCARD, Editeur  
1, Rue de Médicis, 1  
(PARIS VI<sup>e</sup>)

1927



## INTRODUCTION

---

La libération du quart pour les actions de numéraire est rangée par la loi au nombre des formalités constitutives des sociétés par actions<sup>1</sup>.

Il semble à priori étrange de voir l'obligation toute concrète de verser une partie du capital souscrit rangée au nombre des conditions juridiques indispensables à la constitution de la société.

Il aurait paru plus normal et plus près du bon sens que la loi se préoccupât uniquement des conditions juridiques de forme ou de fond indispensables à la constitution d'une société, telles que la rédaction des statuts, la souscription intégrale du capital. Pourquoi en effet exiger une libération préalable? Celle-ci ne doit-elle pas être obligatoirement effectuée? Le souscripteur des actions émises contracte par le fait même qu'il a signé un bordereau de souscription une obligation certaine et la dette qui lui incombe est dès ce moment exigible puisque aucun terme n'a été stipulé. Si l'on s'en tient à ce raisonnement très simple, la précaution des lois de 1867 et de 1893 qui se sont

1. Wahl, *Traité de droit commercial*, éd. 1923, 3<sup>e</sup> partie, chap. III, sect. II, § 6.

V. Thalleret Perceron, *Traité de droit commercial*, n° 519.

préoccupées toutes deux d'imposer une libération préalable paraît inutile. Cette libération, la société en formation a toujours le droit de l'exiger, non seulement en partie, mais même intégralement, dès avant sa constitution définitive.

Cette affirmation paraît plausible, mais on croit devoir l'écarter pour diverses raisons qu'il faut rappeler. Il n'apparaît nullement comme entièrement certain que la Société puisse réclamer le versement des fonds avant sa constitution. Si la loi avait gardé le silence sur ce point, les souscripteurs à qui on aurait réclamé le montant de leur souscription avant la constitution définitive, auraient pu soutenir à bon droit que leur souscription était conditionnelle. En effet, n'y a-t-il pas une véritable condition tacite à cette souscription? C'est que la société soit effectivement constituée. Dès lors la loi n'ayant rien prévu sur le moment et le quantum de la libération, les différents souscripteurs auraient pu soutenir que leur obligation étant conditionnelle, rien ne devait leur être réclamé avant l'arrivée de la condition.

Ce raisonnement eut été inévitable de la part de souscripteurs d'actions nullement pressés de verser le montant des titres souscrits.

Sans doute on aurait pu opposer à ce système des objections juridiques d'autant plus fortes qu'elles auraient été puisées à la même source et étayées sur les mêmes considérations de droit. On aurait pu par exemple reconnaître que l'engagement du souscripteur est bien conditionnel, mais que la condition qui l'affecte

est résolutoire au lieu d'être suspensive. Le souscripteur peut alors être contraint d'effectuer la libération de tout ou partie du capital dès l'instant de la souscription, mais cette libération est faite sous une condition résolutoire. Si, pour quelque raison étrangère à la volonté du souscripteur, la Société venait à ne pas être constituée, le capital libéré devra être remboursé. La libération effectuée à l'avance n'a pas le caractère d'un paiement définitif, elle ne le prendra qu'au moment de la constitution de la société, la condition étant alors échue.

On voit par ce court aperçu, toutes les controverses possibles dans un pays où la loi ne spécifierait pas le moment de la libération.

Très souvent on entend dire à propos de l'obligation instituée par la loi quant à la libération des actions souscrites que cette règle va à l'encontre des principes juridiques habituels. Il est certain, en effet, qu'elle constitue une atteinte à la liberté des conventions. La constitution d'une société étant une convention au même titre que n'importe quel autre contrat, on s'étonne de cette anomalie juridique qui consiste à venir fixer dans la loi elle-même le moment et le quantum de la libération, alors que partout ailleurs l'époque du paiement et ses modalités sont laissées à la libre détermination des parties.

Faire cette objection c'est oublier une des caractéristiques légales des sociétés par actions qui les différencie d'un contrat de droit commun, tel que la vente ou le prêt.

« Les Sociétés par actions ont leur place dans la vie publique<sup>1</sup> ». Elles mettent en jeu une activité trop considérable pour pouvoir être laissées sans aucune réglementation. D'autre part, elles constituent un large appel à l'épargne et peuvent, si elles ne sont pas astreintes à certaines obligations, qui ont bien plus le caractère de mesures de garantie que de règles purement administratives, entraîner un préjudice considérable pour les particuliers qui y ont lié le sort de leur fortune. On ne connaît que trop les raisons qui ont poussé le législateur à substituer au régime de l'entière liberté celui de l'autorisation administrative puis de la réglementation légale dans la constitution des sociétés par actions.

Il était impossible, en effet, de s'en remettre purement et simplement au principe de la liberté des conventions<sup>2</sup>. Pour que les contractants puissent se

1. V. Thaller et Percerou, *Traité* n° 491.

2. Depuis la fin du siècle dernier ce principe d'ailleurs a beaucoup perdu de son importance primitive. En matière de sociétés nous ne voyons qu'une des hypothèses où la loi est venue substituer des règles fixes aux conventions variables des parties.

Mais il existe encore d'autres cas où il en est de même, en droit administratif la matière des travaux publics et les fameux décrets Millebrand nous en donnent un exemple à propos du salaire que les entrepreneurs sont tenus de payer à leurs ouvriers; en droit commercial nous en voyons une nouvelle application à propos de la question importante des tarifs de chemins de fer. Ces tarifs ne sont pas laissés à la libre détermination des parties (V. *Cours de Droit commercial complémentaire*, de M. Wahl, 1923-1924). Le Gouvernement intervient dans leur établissement et les Compagnies ne peuvent les modifier à leur gré. Enfin en droit civil, pendant la guerre et surtout depuis, des nouvelles et importantes exceptions ont été apportées aux vieux principes de la liberté des conventions. La plus sérieuse paraît être celle qui a été inaugurée par toute une série de lois sur les loyers, depuis celle du 9 mars 1918 et du 31 mars 1922 jusqu'aux deux dernières du 1<sup>er</sup> avril et du 30 juin 1926. Le contrat de location tend de plus en plus à devenir un contrat réglementé comme la constitution de société par actions, déjà la durée de l'occupation et le prix échappent à la libre détermination des parties.

décider en toute liberté et que l'un ne soit pas trop injustement lésé au profit de l'autre, il faut qu'ils aient leur indépendance juridique. Or on peut craindre, à juste titre, qu'il n'en soit pas ainsi en matière de société par actions. Les fondateurs de la société ont intérêt à hâter le plus possible la constitution définitive de l'organisme qu'ils ont entrepris de créer. Ils vont rechercher par tous les moyens des souscripteurs pour les actions émises. Ils seront fatalement amenés dans l'intérêt d'une constitution rapide à accorder des avantages aux souscripteurs et à leur faire des concessions, quelquefois au détriment même de la société à venir. L'un des avantages auquel les souscripteurs ne manqueront pas de songer est la stipulation d'un terme pour les actions souscrites. Ils accepteront facilement de souscrire une part du capital nécessaire, mais à condition qu'aucun versement ne leur soit réclamé avant un délai souvent assez long.

On voit dès lors, les nombreux inconvénients d'un respect trop absolu de la liberté des conventions. On verrait se multiplier une foule de sociétés riches de nombreuses signatures de souscripteurs, mais n'ayant peut-être pas un denier dans leur caisse. Sans doute les fondateurs et les intermédiaires qui ont trouvé les souscripteurs y auront intérêt. Il est facile, en effet, d'obtenir une adhésion en ne réclamant qu'une simple signature, mais cette signature devient plus difficile à recueillir quand il faut réclamer en même temps la libération immédiate d'une partie du capital souscrit.

La société étant plus vite constituée, les fondateurs

et les intermédiaires qui ont contribué à sa construction recueilleront plus rapidement le prix de leurs services. Le peu d'argent qui pourrait se trouver dans la caisse sociale leur serait tout naturellement destiné : ce sont d'ailleurs les seuls dont les intérêts seraient sauvegardés. Mais on ne saurait en dire autant de la société elle-même et des actionnaires. La société une fois constituée se trouverait sans fonds liquides. Elle serait forcée, ou bien de limiter son activité et de renoncer faute d'argent aux opérations avantageuses qu'elle aurait pu tenter, ou bien de réclamer à ses actionnaires la libération d'une partie du capital souscrit. Solution obligée à laquelle elle sera finalement forcée d'avoir recours si elle se propose d'atteindre son but et de remplir l'objet pour lequel elle a été créée. Mais il est à craindre qu'alors elle ne se heurte à toute une série de difficultés dans le recouvrement de ses créances contre les actionnaires qu'une libération préalable d'une partie du capital souscrit lui aurait évité. Il peut se faire, en effet, que les souscripteurs se soient engagés à la légère, sans avoir à leur disposition les sommes nécessaires pour faire face à leur engagement. Il peut advenir aussi qu'ils soient insolvables au moment du paiement. Que de recours, d'instances et de procès à la charge de la société !

L'absence d'une libération préalable d'une partie du capital souscrit présente des inconvénients même au point de vue des intérêts bien compris des souscripteurs. Il faut, en effet, réfléchir, avant de s'engager. Les sociétés en cours de constitution font trop souvent des

promesses fallacieuses en vue de recueillir des souscriptions et trop souvent de petits épargnants ou de simples spéculateurs attirés par ces promesses fondent sur la société des espoirs naïfs de fortune rapide. Ils souscrivent d'autant plus aisément qu'on ne leur demande rien. On leur présente l'opération comme uniquement destinée à leur profiter, en ayant bien soin d'atténuer les charges incombant aux actionnaires. Une simple signature et l'espoir de toucher de gros dividendes ou de revendre les titres souscrits avec d'importantes différences sans avoir aucun versement à effectuer à l'avance : la perspective, fausse d'ailleurs, n'en est pas moins tentante. Une signature est vite donnée, surtout s'il n'est rien demandé à l'appui de la sincérité de l'engagement. Les souscripteurs qui n'ont pas réfléchi aux conséquences de leur geste se verront un jour réclamer le paiement du capital qu'ils se sont engagés à verser. S'ils ont involontairement surestimé leurs capacités financières, cette demande les prendra au dépourvu. Les procès seront fréquents et certes ils ne tourneront à l'avantage, ni de la société, ni des actionnaires. Combien on aura évité de ces risques et de ces difficultés en exigeant une libération, préalable au moment de la souscription. Cette libération si minime soit-elle, présente deux avantages considérables qui la rendent indispensable. En premier lieu elle est une garantie de la sincérité de la souscription. Si le souscripteur accepte de payer immédiatement une partie du capital, c'est que son intention d'acquitter le reste est sérieuse, sinon il court le risque de perdre

ce qu'il a pu verser déjà. Cette libération joue un peu le rôle des arrhes dans les marchés ordinaires. Les gens « sans surface » et les contractants peu sérieux sont écartés. La nécessité d'un déboursé immédiat est le meilleur moyen que l'on ait trouvé jusqu'ici pour écarter les coureurs de primes.

On appelle ainsi des individus sans surface commerciale ou civile sérieuse, à l'affût de spéculations fructueuses où un agiotage habile leur permet de toucher des différences intéressantes. Voici comment ils procéderaient si la libération préalable ne les faisait hésiter.

Ils souscriraient un certain nombre d'actions de la société en cours de formation sans bourse déliée, puis essaieraient par tous les moyens, une fois la société constituée et ses actions cotées, mais alors qu'il n'a rien été payé encore sur leur montant, d'en faire hausser le prix. Malgré cette hausse ils n'auraient à payer, en leur qualité de souscripteurs directs, que le prix auquel l'émission primitive a eu lieu, mais ils s'empresseraient de revendre leurs actions au prix nouveau coté en Bourse ou en coulisse. L'opération se ramènerait ainsi pour eux au paiement ou à la réception d'une différence. Cette atmosphère de spéculation dans laquelle vivrait la société dès les premiers jours de sa naissance pourrait lui être néfaste. La nécessité d'une libération préalable, si elle écarte la plupart des coureurs de primes, peut cependant ne pas en arrêter certains, décidés à courir les risques d'un paiement partiel anticipé. Mais ils ne constituent qu'un nombre restreint et la spécul-

lation qu'ils peuvent entreprendre sera forcément limitée.

L'obligation de la libération préalable offre encore un avantage qui n'est pas à dédaigner. Elle ménage à la société nouvelle une quantité de numéraire liquide qui sera mise à sa disposition dès les premiers instants de sa création et lui permettra de faire face aux premiers frais et d'entreprendre les premières opérations.

Toutes ces considérations se rattachent bien plus à la technique juridique qu'à la loi positive, nous voulons dire par là qu'elles demeurent vraies, quel que soit le quantum particulier de libération adopté par la loi positive. Il suffit qu'il y ait dans la législation d'un pays un texte prévoyant une libération préalable suffisamment importante du montant des actions souscrites, pour que nous voyions intervenir des considérations absolument identiques. Il n'est d'ailleurs même pas besoin de faire remarquer que les effets particuliers que l'on recherche sont en fonction directe de l'importance de la libération exigée. Ainsi une libération de 5 % serait loin d'avoir la même efficacité qu'une libération du 1/4 ou du 1/3. Mais alors on est tout naturellement amené à déclarer que la libération la plus efficace serait la libération préalable de la totalité du capital souscrit. La loi de 1867 n'a pourtant pas adopté ce principe, la libération qu'elle institue en règle générale pour les actions de numéraire, est la libération du quart. Ce n'est que pour des catégories particulières d'actions que nous voyons intervenir le principe de la libération intégrale.

Libération intégrale ou libération partielle, telle est la question qu'il nous faudra examiner parmi beaucoup d'autres.

Nous ne saurions épuiser en cette introduction toute la question du fondement de l'institution de la libération préalable. Nous sommes forcés de nous en tenir à l'exposé d'idées générales dont l'illustration sera fournie par l'étude même qui fait l'objet de cet ouvrage.

Le problème est d'ailleurs plus complexe qu'on ne croit à première vue et les points controversés sont nombreux.

Que faut-il entendre par libération? Quand donc cette libération sera-t-elle préalable?

Pourquoi avoir choisi pour quantum de cette libération la proportion d'un quart seulement?

Autant de questions qui nécessitent une réponse et qui ne sont pas les seules d'ailleurs que l'on se soit posées. Il en est d'autres encore plus difficiles à résoudre et qui donnent à la question que nous proposons d'étudier le plus grand intérêt, non seulement à un point de vue purement juridique et théorique qui consisterait à faire la glose et l'exégèse d'un texte de loi par ailleurs assez obscur, mais aussi à un point de vue essentiellement pratique qui intéresse au premier chef les fondateurs de sociétés, les praticiens qui président à leur constitution effective et les financiers qui les alimentent en capitaux ou leur fournissent le moyen d'en trouver.

Nous n'avons jusqu'ici examiné que le concept à la fois juridique, économique et social sur lequel est fondée l'obligation de la libération préalable d'un quart.

La loi s'est d'ailleurs contentée, comme souvent, de poser la règle sans se préoccuper des difficultés pratiques que pourrait soulever son application. Elle a manqué de la prévoyance la plus élémentaire et il a fallu que la Doctrine et les Tribunaux s'ingénient à trouver, à propos de cas d'espèce qui leur étaient soumis, la solution juridique appropriée. Mais quelle qu'ait été leur activité toute obscurité n'a pas disparu. Beaucoup de points demeurent encore incertains à propos de la règle du versement préalable, beaucoup de controverses subsistent et il nous faudra prendre parti en nous inspirant toujours des idées et des principes qui dominent la matière. Il ne nous est pas interdit de donner dans cette introduction comme un avant-goût des difficultés qui nous attendent en énumérant très brièvement quelques-unes des questions qui se sont posées.

Déjà, avons-nous dit, chacun des termes mêmes de notre définition suscite des controverses. Qu'est-ce donc en effet, que la libération réclamée, nous sommes-nous déjà demandé. Faut-il un versement en numéraire, un procédé de paiement équivalent pourrait-il lui être substitué? Les espèces sont-elles obligatoires, certains titres ne peuvent-ils remplir le même effet? Faut-il absolument un paiement, un autre procédé juridique qui aboutirait pareillement à l'extinction de la dette contractée par le souscripteur serait-il admissible? Enfin cette dette lui est-elle personnelle, ou bien est-il permis à un tiers de payer à sa place?

De même cette libération doit être préalable avons-

nous dit. Quel est le dernier délai pour l'effectuer? Faut-il qu'elle soit entièrement préalable. Tout le quart doit-il être versé d'abord, ne pourrait-on pas verser seulement une partie de ce quart?

Nous déclarons aussi que la libération doit être du quart. Pourquoi cette proportion? Son choix est-il basé sur des motifs de droit ou sur une donnée purement empirique? Pourquoi le quantum du versement est-il établi par la loi, ne pourrait-on concevoir qu'il le fût autrement? Ce sera pour nous l'occasion d'examiner à ce sujet les différentes manières dont on aurait pu déterminer la portion du capital à verser. Le droit comparé nous fournira d'utiles exemples en ce qui concerne le montant du versement et la manière dont il est établi, légale, judiciaire ou conventionnelle.

Ces questions sont loin d'ailleurs d'être les seules que nous ayons à examiner.

Il faudra nous préoccuper aussi d'établir les catégories d'actions sur lesquelles il n'est réclamé qu'un versement préalable du 1/4. C'est qu'en effet toutes n'obéissent pas à cette règle. Certaines actions au contraire sont assujetties au versement total et préalable du capital qu'elles représentent. A ce propos nous verrons encore s'affronter les deux idées que nous avons rencontrées dans cette introduction : préférence accordée au versement immédiat du capital ou bien au contraire répartition dans le temps de l'effort et des disponibilités financières de la Société, grâce à l'institution du versement partiel.

Là où il nous faudra sans conteste approfondir da-

vantage encore notre étude, c'est lorsque nous serons amenés à examiner le sort de ce versement préalable depuis le moment où il est effectué jusqu'à la constitution définitive de la société. C'est à ce propos qu'il conviendra d'examiner une question intéressant au premier chef les banquiers qui au moment de la constitution se seraient chargés de procurer à la Société les capitaux qui lui sont nécessaires en faisant appel au public et en trouvant des souscripteurs pour les actions émises. Ces banquiers se réserveront une commission sur les capitaux ainsi procurés. La question se posera pour eux de savoir s'ils peuvent la prélever sur le  $\frac{1}{4}$  du capital versé avant la constitution ou s'ils doivent au contraire attendre la constitution définitive avant de songer au paiement de leur créance contre la société.

De même, il nous faudra nous préoccuper d'examiner les personnes qui ont qualité pour recevoir le versement du  $\frac{1}{4}$ , leurs pouvoirs sur ce versement, leurs obligations et les droits des souscripteurs en cas de non-constitution définitive de la société projetée.

Enfin, poursuivant notre étude au delà du moment où la société sera définitivement constituée, nous nous préoccuperons aussi des répercussions que pourrait avoir la règle du versement du quart sur les variations éventuelles du capital social. Le versement d'un quart seulement n'est-il pas un obstacle à une augmentation future du capital social? N'équivaut-il pas au bout d'un certain temps, et à supposer que les  $\frac{3}{4}$  restants ne soient pas réclamés, à une réduction effective du capital réclamé?

Voici les principales questions que soulève la règle du versement du 1/4 qu'un esprit superficiel pourrait considérer comme exempte de toute difficulté sérieuse et qui cependant a donné lieu à bien des controverses. Il nous faudra très souvent prendre parti dans la discussion et essayer de départager les avis opposés en nous inspirant non seulement des principes théoriques dont le sort serait en jeu mais aussi de l'utilité pratique et des conséquences commerciales et économiques de la solution proposée.

Souvent aussi nous serons forcés de nous avancer sur un terrain vierge, étudier des hypothèses d'école, qui ne feraient pas encore partie des difficultés rencontrées dans la pratique, mais qui auraient des chances de l'être bientôt.

---

## PROLÉGOMÈNES

### § 1. — Historique.

Il serait vain sans doute de rechercher jusqu'à Rome les origines de la règle de la libération du 1/4, puisqu'à cette époque, les sociétés commerciales par actions, avec la forme que nous leur connaissons aujourd'hui, n'étaient pas connues<sup>1</sup>. On ne peut donc trouver à cette époque, de sources directes de notre règle. Il n'est pas indifférent, cependant, de relever même à Rome une idée qui, de nos jours, sera à la base de la réforme commencée par la loi de 1867 et complétée par celle de 1893. En effet, considérons à Rome les éléments constitutifs d'une société. Il s'agit, bien entendu, d'une société en général et non pas d'une société par actions puisque son existence est incertaine. Il est permis de constater que la nécessité d'un apport réciproque figure parmi ces éléments. Cet apport peut-être en nature ou en numéraire. N'en est-il pas encore ainsi aujourd'hui? Il peut être différent et inégal pour les

1. On a prétendu trouver à Rome l'origine des sociétés par actions dans les associations de publicains ou concessionnaires des impôts qui auraient émis des parts cessibles comparables à des actions. Mais cette origine est justement contestée. Les associés étaient en effet tenus *in infinitum* et aucun texte ne nous permet d'établir l'obligation d'une libération préalable dans ses sociétés. V. Thaller et Percerou, n° 264.

divers associés<sup>1</sup>, mais les auteurs s'accordent à reconnaître « qu'il fallait qu'il existât de la part de chacun<sup>2</sup> ». L'apport devait être effectivement versé, sinon pas de société et il ne semble pas que la simple promesse d'apport pût remplir le même rôle. Sans doute la Société n'était pas un contrat de droit strict où il fallût une dation matérielle dans le cadre formaliste de l'acte *per aes et libram*, mais bien qu'elle fût un contrat de bonne foi, il ne semble pas que les Romains en parlant de la nécessité d'un apport réciproque aient voulu entendre autre chose qu'un apport effectivement et matériellement réalisé. Ce serait leur prêter une subtilité juridique et un sens de l'abstraction qu'ils n'avaient pas encore, que de penser qu'une simple promesse d'apport pût remplir le même rôle. En faisant figurer parmi les éléments constitutifs l'apport réciproque, les textes veulent sans aucun doute viser un apport effectivement réalisé qui serait antérieur ou tout au moins synchrone de l'époque de la constitution.

Sans doute ces règles n'existaient pas dans des sociétés par actions, inconnues à cette époque, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles figuraient dans la seule forme de société connue au début et il est particulièrement curieux de remarquer que la nécessité d'un apport réciproque et effectivement réalisé au plus tard au moment de la constitution existait dès cette époque.

Nous ne prétendons nullement d'ailleurs tirer de cette

1. Code 4. 37. *pro socio*, 1 et 5, 1.

2. Girard, *Droit romain*, 6<sup>e</sup> éd. p. 587.

constatation plus de conséquences qu'elle n'en comporte et soutenir que la nécessité d'un apport réciproque préalable était motivée par exemple par le désir d'éviter les coureurs de primes et d'assurer dès l'origine des fonds liquides à la société créée. Mais tout tenu que soit le lien que nous relevons, il n'en existe pas moins et la nécessité de la libération préalable de l'apport obéit au fond à la même idée embryonnaire et primitive. Pour peu qu'on la dépouille du vêtement changeant et coloré au goût de l'époque qui la recouvre on s'aperçoit que l'armature qui la soutient est la même, la nécessité inéluctable, pour commencer les opérations sociales, d'avoir les matériaux indispensables, c'est-à-dire les apports de toutes sortes. Une société ne peut vivre de simples promesses il faut une mise en commun effective totale ou partielle et cette règle a été vraie de tous temps.

Sans doute, on ne trouve pas à Rome la source directe de la formalité de la libération préalable, mais on y rencontre néanmoins le fondement et comme la lointaine et pourtant immuable justification.

Il en est de même au Moyen-âge. On ne rencontre pas d'institution qui ressemble à la règle de la libération du quart. On a beau considérer les sociétés de capitalistes du Moyen-âge bénéficiant de certaines concessions d'intérêt général et en qui une opinion veut voir l'origine de nos modernes sociétés<sup>1</sup>, ou bien encore les sociétés d'armement de navires, considérées aussi

1. Voir sur cette opinion, Thaller et Percerou, *op. cit.* 254.

comme une des origines possibles de ce genre de sociétés<sup>1</sup>, on ne rencontre pas dans ces institutions la règle de la libération partielle préalable à la constitution.

Dans le Droit Révolutionnaire, sous le régime de la liberté des sociétés par actions (1792 et an II) aucun texte ne parle d'une libération partielle préalable.

Le Code de 1807 garde aussi le silence et il a fallu les lois de 1856 et 1867 pour l'instituer. L'étude que nous avons pu faire des sources possibles de la règle que nous avons pour but d'étudier est donc négative.

Sans doute trouve-t-on des textes qui parlent d'un versement mais comme les passages du Digeste que nous avons déjà cités, ils se rapportent à la constitution de la société en général, et s'ils constituent en quelque sorte la preuve de la nécessité d'une libération préalable, ils ne peuvent cependant être considérés comme l'origine et la source de la règle inaugurée en 1867 sous l'empire des considérations de fait de l'époque vraies encore de nos jours, mais qui ne se sont fait sentir que lorsque les sociétés par actions ont pris l'extension énorme que nous leur voyons.

Ce n'est qu'en 1856 et 1867, avons-nous dit, qu'est apparue dans la loi l'obligation précise de libérer le quart du montant de chaque action souscrite antérieurement à la constitution de la société.

L'article I de la loi du 24 juillet 1867 déclare en effet expressément :

« Elles (les sociétés en commandite) ne peuvent

1. Lehman, *Die geschichtliche Entwicklung des Aktienrecht*. 1895.

être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital, et le versement en espèces. par chaque actionnaire, du montant des actions ou coupures d'actions souscrites par lui lorsqu'elles n'excèdent pas 25 fr. et du quart au moins des actions lorsqu'elles sont de 100 fr. et au-dessus. »

L'article 24 de la même loi rend applicables ces dispositions aux sociétés anonymes.

L'article premier de la loi du 24 juillet 1867 dans ses dispositions relatives à la libération du quart a été emprunté à la loi du 17 juillet 1856. Le paragraphe qui en parle ne présente même aucun changement<sup>1</sup>.

La loi du 1<sup>er</sup> août 1893 a eu pour but principal de suivre la méthode inaugurée par la loi de 1867 et d'empêcher les souscriptions trop faciles aux actions des sociétés grâce à un fractionnement tel que le montant de la libération prescrite par la loi se réduise à une somme infime.

Voici les considérations présentées par M. Craux dans son exposé des motifs fait à la Chambre<sup>2</sup> :

1. V. sur les travaux préparatoires de la loi de 1867, présentation et exposé des motifs le 28 mars 1865. *Moniteur* des 4 et 9 avril 25 n° 27.

Dispositions additionnelles, 18 avril 1866. *Moniteur* des 22 et 26 mai 1866, n° 134. Rapport de M. Mathieu le 3 mai 1867. *Moniteur* des 4, 5, 6, 9, 13 et 14 juin n° 113. Rapport supplémentaire le 21 mai 1867 (*Moniteur* des 10-11 juillet. Discussion les 27, 28, 29 et 31 mai, 2, 4, 5 juin.) Deuxième rapport le 4 juin. *Moniteur* du 19 juillet n° 181.

Adoption le 13 juin, *Moniteur* du 14 juin. Rapport au Sénat par M. Hubert Delisle le 16 juillet 67, *Moniteur* du 18. Adoption le 19 juillet 67. *Moniteur* du 20 juillet 67.

V. Duvergier, 67, p. 241.

2. V. sur les travaux préparatoires de la loi de 1893.

Sénat : présentation du projet par M. Martin Feuillée 16 déc. 1883. *J. Off.* du 9 janvier 1884, n° 72, p. 1097. Rapport de M. Bozérián, du 24 juillet 1884, *J. Off.* du 19 décembre 1884, n° 306; v. aussi *J. Off.* de 29 et 31 dec. 1884.

Chambre : rapport de M. Cauzel de Coussergues avrli 92, *J. Off.* du

« Le but qu'a poursuivi le législateur de 1856 a été de protéger l'épargne de l'ouvrier et du petit rentier contre les pièges tendus à la crédulité publique par d'habiles financiers ». Les petites coupures sur lesquelles il n'était demandé que de petits versements devaient séduire les petites bourses. On justifia même de l'interdiction de trop petites actions et des libérations préalables trop minimales par cet aphorisme : « Protégez les gros sous, les louis d'or se protégeront tout seuls ».

### Droit comparé

Si l'on considère les législations étrangères il est permis de constater que presque toutes ont adopté le principe de la libération préalable. Le taux pourtant en est très variable.

Il est du quart en droit allemand, C. com. art. 1847; d'un cinquième en Suisse, art. 618; d'un dixième en Belgique, loi du 22 mai 1886; de 30 % en Italie, (art. 135) en Roumanie et en Hongrie.

C'est l'Angleterre qui paraît se contenter de la libération préalable la plus réduite 5 % (Acte de 1900, art. 4).

Dans certains pays on a préféré laisser aux pouvoirs publics la faculté d'apprécier le montant de la libération préalable nécessaire. C'est ce qui se produit en Autriche par exemple où l'arrêté qui autorise la constitution

9 sept. n° 2066, p. 970. Adoption, 46 mars 93. *J. Off.* du 17 mars 93. — Adoption par le Sénat le 13 juillet 93, *J. Off.* du 14. — Adoption par la Chambre le 21 juillet, *J. Off.* du 22, p. 2262.

de la société fixe en même temps le montant de la somme à libérer.

**§ 2. — La libération préalable doit-elle être partielle ou totale? Les arguments en faveur de la libération partielle.**

Le problème essentiel qui se pose à propos du montant de la libération préalable des actions consiste à se demander si cette libération doit être totale ou partielle.

Il semble bien que le principe général admis par la loi positive soit le principe de la libération partielle si l'on se reporte aux dispositions de l'article premier de la loi de 1867 qui institue la règle du versement du quart.

Il existe en faveur du système de la libération partielle divers arguments qui ne manquent pas de poids. Il nous faut les exposer sans prendre parti pour l'instant et en priant le lecteur d'être en garde contre eux. Nous pensons d'ailleurs les réfuter plus loin.

Il n'est pas de bonne politique juridique et économique, disent les partisans de la libération partielle, de demander à l'avance un versement trop considérable. Les souscripteurs effrayés par l'importance du paiement qu'on leur demande avant toute constitution hésiteraient à le faire. Le paiement à terme a été toujours en faveur auprès des débiteurs quand même ils seraient entièrement solvables. On n'aime pas généralement déboursier immédiatement ce qu'il est pos-

sible de ne verser que plus tard. Il est à craindre, si la loi institue la nécessité d'un versement complet de tout le capital souscrit avant la constitution de la société qu'un grand nombre de souscripteurs ne fussent écartés.

Cette considération s'inspire beaucoup comme on le voit de la psychologie du souscripteur. Elle est renforcée par une nouvelle raison d'ordre économique.

Si l'on envisage en effet la société en formation, à ses débuts, dans les premiers jours de son existence, on s'aperçoit aisément que cette époque est celle où il existe encore le plus de flottement et d'incertitude dans son administration. Il lui manque cette sûreté et cette précision dans le fonctionnement qui sont le résultat de l'habitude acquise, voire même d'une certaine routine.

D'autre part dans cet organisme dont la vie n'est pas sans à-coups, il se rencontre à l'origine une propension inévitable aux dépenses inconsidérées. La société est forcée de faire des frais d'établissement, il lui faut instaurer ses services, leur donner un cadre approprié. Elle puisera dans son capital pour effectuer ces dépenses. Il n'est pas mauvais, déclare-t-on, qu'elle n'ait pas dès le début tout son avoir immédiatement disponible et liquide entre ses mains. Moins elle aura d'argent, plus elle se montrera économe. A ce point de vue encore il serait préférable que le versement préalable du capital n'ait pas été intégral.

Il en est des sociétés comme de toute institution humaine. Le rôle du temps est considérable dans leur

essor et leur croissance. Les fortunes individuelles et le progrès social sont le fruit d'une lente évolution et d'efforts successifs. Une société commerciale n'atteint pas dès les premiers jours de son existence toute l'extension que ses fondateurs ambitionnent. L'œuvre commencée est destinée à s'agrandir de jour en jour. Le champ d'activité de l'organisme nouveau ne sera pas demain ce qu'il était hier. A moins de fortune contraire, et pour peu que le Destin lui soit favorable, une société bien dirigée doit s'acheminer vers une prospérité croissante. Elle atteindra sans doute à un moment donné son expansion maximum au delà de laquelle elle ne pourra plus grandir mais cette époque est assez tardive dans la vie d'une société commerciale. La maturité économique d'un organisme est généralement le fruit d'efforts soutenus de toute nature, parmi lesquels l'effort financier n'est pas le moindre. Il faut que la société commerciale puisse au cours de sa croissance faire appel à de nouveaux capitaux qui viendront soutenir son effort d'extension. Il aurait été sans doute imprudent de vouloir couvrir, dès les premiers jours de la constitution, tout le champ d'activité convoité, car les premiers pas sont toujours hésitants. C'est une obligation impérieuse pour un individu aussi bien que pour une société de se montrer prudent à l'origine. Mais il arrive assez vite un moment où la situation s'affermir, où le contact est pris avec le monde extérieur et où l'on peut, après avoir bien tâté le terrain risquer son capital. Il faudra, à ce moment-là, de l'argent frais à la société pour accroître le cercle de ses

affaires et pour conquérir la situation et l'importance définitive qui seront les siennes. Cet argent, elle saura où le trouver, elle demandera à ses actionnaires de verser le complément du capital souscrit.

Elle aura ainsi à sa disposition au moment opportun les fonds qui lui seront nécessaires. Elle évitera d'avoir recours à une augmentation de capital qui aurait été fatale au cas où le versement ayant été fait intégralement dès le début, les sommes ainsi recouvrées auraient été déjà dépensées et la société fort en peine pour se procurer les ressources nécessaires.

Ainsi donc le versement partiel correspondrait d'autant mieux à l'évolution dynamique d'une société commerciale qu'il réserverait à l'organisme créé une marge plus ou moins considérable de numéraire disponible dont l'utilité se manifesterait surtout ultérieurement lorsque des opérations plus vastes nécessiteront un appel nouveau de fonds.

Les partisans du système de la libération partielle n'ont pas manqué de s'appuyer sur cette considération pour faire introduire leur système dans la loi positive.

Mais tout en reconnaissant l'exactitude du fait matériel observé et la nécessaire progression de toute prospérité économique, il est permis d'objecter dès à présent, quitte à reprendre l'argument plus loin lorsque nous exposerons notre système personnel, que point n'est besoin d'avoir recours à un rappel de la fraction non libérée pour se procurer des fonds nouveaux. Ceux-ci peuvent tout aussi bien être obtenus par d'autres moyens que nous déterminerons plus loin. D'ailleurs,

le complément de libération à récupérer sur les actions ne se fera pas sans frais et sans difficulté.

Certains souscripteurs qui ont déjà versé le quart pourront montrer quelque mauvaise volonté à verser le reste et cet argent frais sur lequel la société compte, sera peut-être difficile à obtenir.

---



## LIVRE PREMIER

### **Le montant de la libération dans les différentes catégories d'actions**

---

Il serait inexact de croire que toutes les catégories d'actions obéissent également à la règle de la libération du quart, cette règle ne s'applique en réalité que pour les actions de numéraire; elle donne lieu à des controverses qu'il nous faudra examiner pour les actions mixtes et elle est entièrement écartée de la libération des actions d'apports.

## CHAPITRE PREMIER

### **LES ACTIONS D'APPORT**

Les actions d'apports sont soumises en effet à une exigence particulièrement rigoureuse. Elles doivent être entièrement libérées avant la constitution de la société. D'ailleurs lorsqu'il existe dans une société des apports en nature, les règles habituelles de constitution des sociétés sont rendues plus rigoureuses encore. A elles viennent s'ajouter de nouvelles prescriptions qui ont pour but d'empêcher une évaluation majorée des apports

et une cession trop rapide des actions qui les représentent. Les formalités relatives à l'approbation des apports en nature et à l'indisponibilité biennale des actions qui en sont la rémunération sont considérées comme d'ordre public : leur inobservation entraîne la nullité de la société<sup>1</sup>.

Dans la pensée du législateur de 1867 les apports en nature s'opposaient aux apports en numéraire. Dans l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867, il est facile de constater que pour le législateur il y a apport en nature « quand un associé fait un apport qui ne consiste pas en numéraire ». C'est là toute la définition que la loi donne de l'apport en nature ; elle n'obéit pas sans doute aux règles que la logique enseigne pour bien définir (détermination par le genre prochain et la différence spécifique), mais elle n'en est pas moins fort claire et entièrement satisfaisante. La loi de 1867 contient donc une division bi-partite en ce qui concerne les apports, apports en nature d'une part représentés par des actions d'apports entièrement libérées mais indisponibles pendant deux ans, apports en numéraire d'autre part représentés par des actions de numéraire auxquelles s'appliquera dans les conditions ci-après définies la règle de la libération du quart.

Cette division très simple, voire même un peu empirique, paraît suffisante et logique aux auteurs<sup>2</sup>.

« La volonté du législateur est que le capital social

1. V. en ce sens, eg. 30 avril 1913 *Journal Soc.*, 1914, 1, 396 et la note de M. Wahl.

2. Copper Royer, *Traité des sociétés anonymes*, 2<sup>e</sup> éd., E. L., p. 188.

résultant des statuts soit effectif et réel; si ce capital est basé en espèces le contrôle est facile, si au contraire ce capital est basé pour le tout ou pour partie au moyen d'objets matériels dont la valeur pécuniaire peut être diversement appréciée, ce serait la volonté seule des apporteurs et des fondateurs qui réglerait cette valeur. Le législateur n'a pas voulu qu'il en soit ainsi et il a édicté pour la fixation exacte de cette valeur pécuniaire un certain nombre de mesures préventives qui ne sont point du reste d'une incontestable efficacité. »

Parmi ces diverses mesures nous n'en retiendrons que deux qui se rapportent plus particulièrement au point de vue auquel nous nous plaçons dans cet ouvrage. C'est d'une part l'évaluation des apports et de l'autre leur libération intégrale avant la constitution. Ces deux règles obéissent au fond à la même considération que la règle de la libération du quart. Il faut que la société à ses débuts ait du numéraire ou des biens matériels et que sa situation financière soit saine. Pour atteindre ce but, il fallait éviter des promesses de versement dénuées de tout gage effectif de leur sincérité et ce désir a inspiré la règle de la libération du quart pour les apports en numéraire.

Il a abouti à un résultat plus complet encore à propos des apports en nature qui doivent être effectués intégralement avant la constitution de la société. Mais aussi bien cette question est en dehors du cadre de cette étude<sup>1</sup>. Nous nous bornerons ici à étudier le versement pour les actions en numéraire et les actions mixtes.

<sup>1</sup> 1. A propos des apports en nature, Cf. Wahl, *Précis de Droit commercial*, p. 217 et suiv.

## CHAPITRE II

### LES ACTIONS DE NUMERAIRE

Sous l'empire de la loi de 1867, un taux uniforme de libération préalable existait pour toutes les catégories d'actions de numéraire.

L'article premier de cette loi déclarait en effet que les sociétés en commandite par actions (ou anonymes) ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement par chaque actionnaire du quart au moins du montant des actions par lui souscrites. Cette disposition très brève s'appliquait uniformément à toutes les actions de numéraire quelle que fût leur importance.

Bientôt on s'aperçut de la nécessité de modifier la règle et d'apporter une exception pour les actions des petites sociétés d'un montant très peu élevé et dans lesquelles l'application de la règle de la libération préalable du quart aurait abouti au versement de sommes infimes.

La loi du 1<sup>er</sup> août 1893 vint amender l'article premier de la loi de 1867, dont le § 2 est ainsi conçu :

« Elles ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital et le

versement en espèces, par chaque actionnaire, du montant des actions ou coupures d'actions souscrites par lui, lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs, et du quart au moins des actions, lorsqu'elles sont de 100 fr. et au-dessus. »

La législation nouvelle en effet qui autorisait la création d'actions de 25 fr. qui n'existaient pas sous l'empire de la loi de 1867 où le minimum du montant nominal des actions était de 100 fr., nécessitait des prescriptions nouvelles quant à la libération de ces actions.

Si l'on s'en réfère aux termes mêmes de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 ci-dessus rappelés, il y a donc lieu de distinguer trois catégories d'actions de numéraire suivant le montant nominal de la fraction de capital qu'elles représentent :

- 1<sup>o</sup> Les actions de 25 fr.
- 2<sup>o</sup> Les actions au-dessous de 100 fr.
- 3<sup>o</sup> Les actions entre 25 et 100 fr.

#### § 1. — Les actions de 25 francs.

La législation nouvelle autorisant la constitution de sociétés au capital maximum de 200.000 francs réparti en actions de 25 francs a amené le législateur à faire une exception à la libération partielle des actions.

Pour les petites actions il a exigé avec raison la libération complète. Les motifs qui semblent l'avoir conduit à adopter cette mesure sont : d'une part, le souci d'as-

surer immédiatement à la société nouvelle tout le capital qui a été souscrit. Le législateur a songé que pour une entreprise de faible importance la règle de l'investissement progressif des capitaux dans l'affaire ne s'appliquait pas et que la petite société devait avoir immédiatement besoin de mettre en œuvre tous ses moyens financiers d'ailleurs restreints. D'autre part, la nécessité de la libération intégrale pour les actions d'un faible montant s'explique par une considération pratique qui n'est pas dénuée d'importance. Une libération partielle aurait nécessité un appel ultérieur de fonds qui ne serait pas effectué sans frais nouveaux. En exigeant dès le début la libération intégrale on réalise une simplification utile et une économie de temps et d'argent.

Enfin, le législateur a songé que pour les petites actions une libération intégrale était préférable. Ces actions sont généralement souscrites par des actionnaires de condition modeste, et il est de meilleure politique financière en pareille hypothèse d'éviter les engagements à terme, qui d'ailleurs ne sont pas très recherchés par cette catégorie de souscripteurs qui aime mieux en général se libérer de suite. C'est un fait assez curieux à noter : le crédit est davantage demandé par l'industrie et le commerce importants que par les particuliers modestes chez qui il n'est pas rare de rencontrer comme une sorte de crainte des engagements à terme et une préférence marquée pour la libération immédiate.

§ 2. — **Actions de 100 francs et au-dessus.**

Aucune difficulté n'existe pour elles. Les termes de la loi sont d'une clarté parfaite, ces actions n'ont besoin que d'être libérées du quart.

§ 3. — **Actions entre 25 et 100 francs.**

La loi du 1<sup>er</sup> août 1893 qui a modifié l'article premier de la loi du 24 juillet 1867 ne contient aucune dispositions au sujet de cette catégorie d'actions pour lesquelles il subsiste une controverse sérieuse. Il n'existe pas moins de trois opinions en présence sur le point de savoir quel sera le montant du versement. Les actions de 25 à 100 fr. doivent-elles être libérées intégralement avant la constitution de la société? Doivent-elles l'être uniquement du quart ou bien suffira-t-il de verser 25 francs sur leur montant?

L'opinion la plus répandue décide qu'il suffit que ces actions soient libérées de 25 fr. quel que soit leur montant nominal.

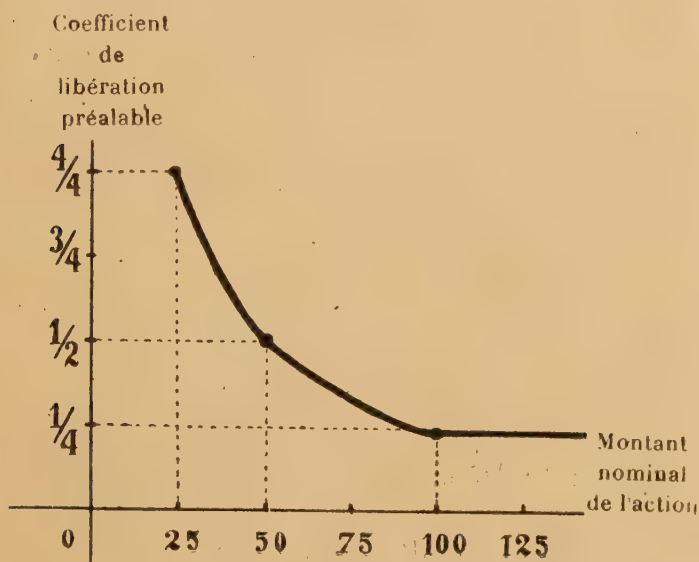
Les auteurs qui se rallient à cette thèse font remarquer que le vœu du législateur de 1893 a été d'éviter le versement d'une somme minime en plusieurs fois. Il a fixé une marge inférieure de versement : 25 fr. Pour les titres au-dessous de ce montant nominal, bien qu'il ait gardé le silence à leur sujet, on ne saurait concevoir que par l'effet du fractionnement du quart, le montant effectivement libéré avant la constitution descende au-dessous de 25 fr.

D'autre part on ne saurait non plus exiger du souscripteur d'un titre dont le montant est compris entre 25 et 100 fr. qu'il en effectue la libération complète avant même la constitution de la société. Il y aurait inégalité de traitement si l'on adoptait cette solution entre le souscripteur d'une action de 100 fr. et celui d'une action de 50 fr. par exemple. En effet, alors qu'on ne demanderait que le quart, soit 25 fr. comme versement anticipé au souscripteur de l'action de 100 fr., il semblerait peu équitable d'exiger un versement anticipé intégral et plus considérable (50 fr.) au souscripteur d'une action de moindre importance. Il convient dès lors de s'en tenir à une mesure intermédiaire et tout en ne demandant pas une libération préalable et complète des titres souscrits lorsqu'ils sont compris entre 25 et 100 fr., il y a lieu d'exiger néanmoins le versement préalable de 25 fr.

Les partisans de ce système<sup>1</sup> ne peuvent à vrai dire invoquer aucun argument positif qui serait tiré de la lettre de la loi. Leur solution est toute de raison et prétend se recommander de considérations de pure équité. Rien dans le texte de la loi ne permet de déclarer que pour les actions de 25 à 100 fr., le coefficient de libération variera de presque l'intégralité au quart environ suivant que le montant nominal de l'action sera plus près de 25 francs ou plus près de 100 francs.

1. Genevois, p. 59; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, E. 2. n° 695; Vavascur, n° 369; Houpin, *Traité* E. n° 456; Perceur, *Fondateurs des sociétés anonymes*, p. 28; Ihaller et Pic, *Traité* E. 2. n° 899.

Cette solution, d'ailleurs, adoptant un versement libératoire préalable uniforme pour des actions d'un chiffre nominal assez variable semble, après un examen plus sévère, moins équitable qu'elle ne paraît à première vue. En effet, elle va à l'encontre d'une idée de justice élémentaire, à savoir que le coefficient de libération préalable doit être identique toujours et le montant du versement proportionnel à l'importance de l'action. Avec le système que nous venons d'exposer il n'en est pas ainsi, plus une action est de faible importance, plus la portion à libérer avant la constitution de la société est considérable. Elle est de la totalité si l'action est de 25 francs et va en diminuant jusqu'au quart à mesure qu'on se rapproche de 100 francs. Le graphique qui représenterait la libération préalable des actions dans ce premier système est une courbe.



Si l'on porte en abscisse le montant progressif des actions et en ordonnée le coefficient de leur libération préalable, on s'aperçoit qu'à 25 fr., la libération préalable doit être des  $\frac{4}{4}$ .

Puis de 25 francs à 100 francs le coefficient de libération diminue plus vite jusqu'au montant nominal de 50, moins vite ensuite. Enfin arrivé à 100 fr., le coefficient est du quart et il ne varie plus quel que soit le montant de l'action, c'est une horizontale.

Ce graphique traduit clairement la différence de traitement inexplicable que le système proposé consacre. La courbe qui représente la libération préalable des actions dans ce système donne en même temps une idée très nette des déféctuosités de la solution proposée.

On peut aussi imaginer un second graphique représentatif de ce système en tenant compte de la somme effectivement libérée sur chaque action.

Le versement libératoire est uniforme jusqu'à cent francs puis il augmente progressivement, mais la progression du montant du versement libératoire reste toujours le quart de celle du montant nominal de l'action.

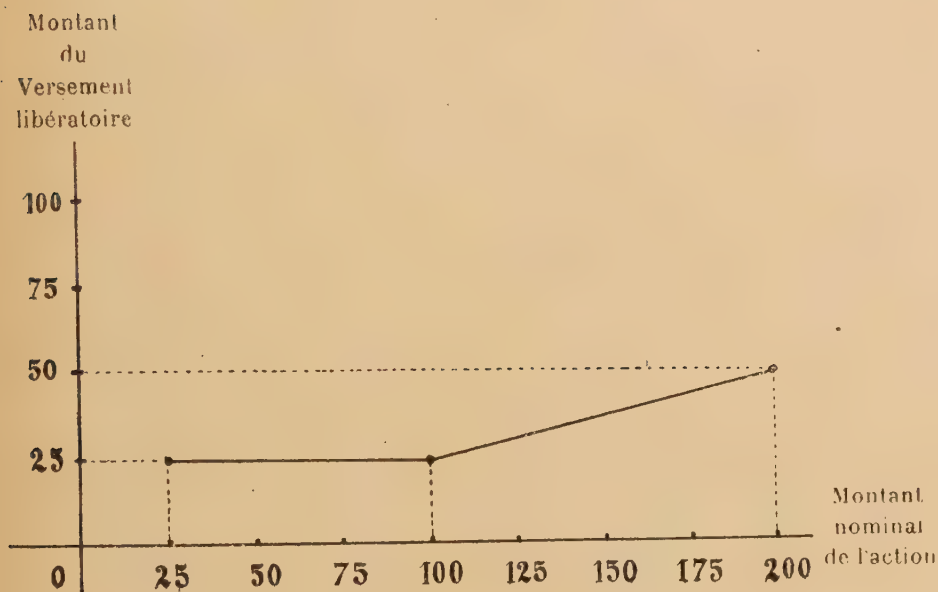
Une diagonale penchée sur l'axe des abscisses indique cette progression.

Aussi d'autres systèmes d'interprétation de la loi ont-ils été préconisés.

M. Floucaud Pénardille<sup>1</sup> est partisan d'une doctrine différente. Dans le silence de la loi il faut se référer au

1. Floucaud Pénardille, *Traité* t. II n° 349 bis.

droit commun, or le droit commun en la matière est que toutes les actions doivent être libérées du quart au moins avant la constitution de la société.



Dès lors les actions dont le montant nominal est compris entre 25 et 100 fr. doivent être libérées du quart seulement avant la constitution définitive de la société quand même ce quart serait inférieur à 25 fr.

Ce système paraît des plus contestables. Il ne tient aucun compte du désir formellement exprimé du législateur de ne pas accepter de libération fractionnée quand celle-ci doit descendre au-dessous de 25 fr., alors que le montant nominal des actions n'est pas inférieur à 25 fr.

Au cours des débats parlementaires, M. Poirrier,

auteur de l'amendement qui a pour but d'exiger la libération intégrale pour les actions de 25 fr. et au-dessous a donné à ce sujet des indications très précises sur le désir du législateur.

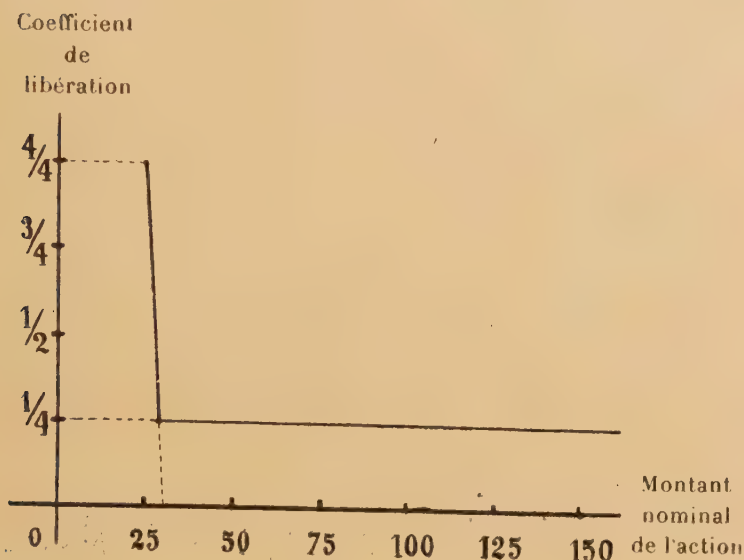
Indépendamment de cette objection d'ordre purement législatif, il en est d'autres encore d'une plus stricte logique juridique qui conduisent pareillement à rejeter le système préconisé par M. Floucaud Penardille.

Admettre en effet que le quart seulement pourra être versé sur les actions allant de 25 à 100 fr., c'est donner aux fondateurs de société un moyen commode d'éviter l'obligation de libérer entièrement les actions de 25 fr. Il leur suffira en effet d'émettre ces actions non pas au taux de 25 fr., mais à celui de 26 fr. Dès lors ils ne se trouveraient plus tenus, selon le système que nous combattons, de verser l'intégralité, mais uniquement le quart c'est-à-dire 6 fr. 50. L'inconvénient que le législateur a voulu éviter, le versement des sommes infimes, se produirait donc et les précautions de la loi de 1893 seraient inutiles.

Enfin, au point de vue de la stricte équité, on aboutit à un résultat contradictoire et choquant. De petits actionnaires, ceux qui n'ont souscrit qu'une action de 25 fr. devraient payer une somme plus grande que des actionnaires plus importants ayant acquis une action allant de 25 à 100 fr. et qui ne seront tenus de libérer au début que le quart de leur titre, c'est-à-dire moins de 25 fr.

Si l'on représente par un graphique cette nouvelle

théorie sur la libération préalable des actions de numéraire on aboutit au résultat suivant :



Le coefficient de libération qui est de  $\frac{4}{4}$  pour les actions de 25 fr. descend à  $\frac{1}{4}$  dès que le montant nominal de l'action dépassera 25 fr. ne fût-ce que de quelques centimes. Sans doute ce n'est là qu'une hypothèse d'école. Jamais on ne créera en pratique des actions de 25 fr. et quelques centimes mais il est nécessaire d'envisager cette hypothèse toute théorique pour pouvoir suivre la marche de la ligne représentative du coefficient de libération sans solution de continuité.

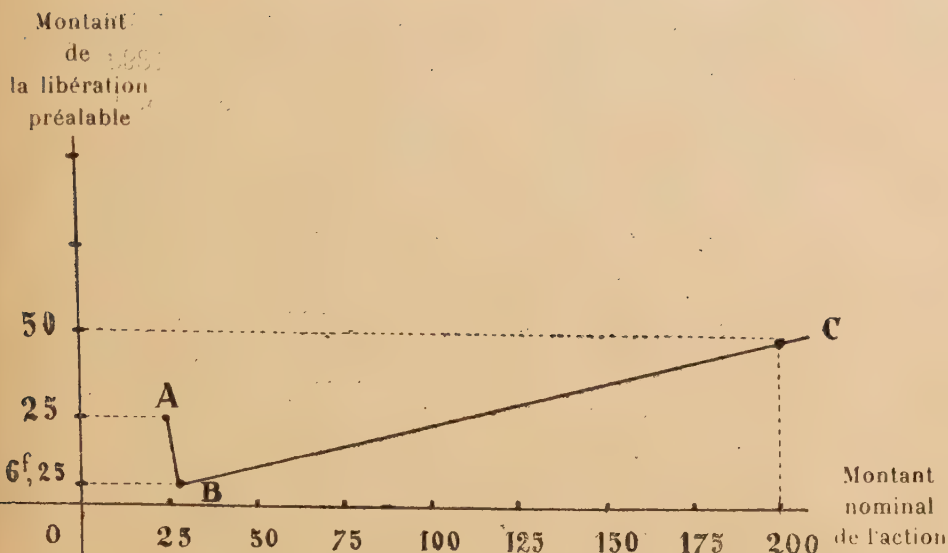
Cette verticale n'est pas absolument perpendiculaire à l'axe des abscisses et parallèle à celui des ordonnées. Elle présente un léger déplacement vers la droite car il ne faut pas oublier en effet que si le coefficient de

libération a brusquement varié des  $\frac{4}{4}$  au  $\frac{1}{4}$ , c'est qu'on a dépassé, ne serait-ce que d'une somme purement imaginaire, le montant nominal de 25 fr. Puis la ligne représentative du coefficient de libération une fois descendue ainsi à la gradation correspondant au  $\frac{1}{4}$  se maintiendra strictement à la hauteur de cette gradation, quel que soit le montant nominal de l'action. Elle sera donc parallèle à l'infini à l'axe des abscisses.

Ce graphique par lui-même est assez éloquent et montre l'illogisme de la solution proposée par M. Foucault Pénardille et l'impossibilité d'expliquer par quelque raison que ce soit la chute instantanée du coefficient de libération dès que le montant nominal de l'action oscille un peu au delà de 25 fr.

Un nouveau graphique dans lequel on prendrait en considération le montant des sommes effectivement libérées vient encore fournir des arguments à l'appui de cette critique.

Si l'on porte en abscisse le montant nominal des actions et sur l'axe des ordonnées le montant effectif des sommes qui devront être libérées dans le système de M. Foucault Pénardille avant la constitution des sociétés, on obtient la ligne suivante :



Le montant de la libération qui est de 25 fr. pour l'action de 25 fr. descend brusquement jusqu'aux environs immédiats de 6fr. 25 puis reprend une ascension progressive selon la diagonale B. C.

On voit bien par là l'inégalité de la charge qui pèse sur les souscripteurs d'actions de 25 fr. comparativement aux autres souscripteurs.

Une troisième doctrine a enfin pour protagonistes MM. Wahl et Bouvier-Bangillon<sup>1</sup>.

Pour ces auteurs toutes les actions jusqu'à 100 fr. doivent être libérées intégralement. Le législateur n'a édicté la règle du versement du quart que pour les actions de 100 fr. au moins. Pour les autres il a gardé le silence, mais on peut considérer qu'il a donné une

<sup>1</sup> I. Bouvier-Bangillon, *Traité*, n° 62; Wahl, *Etude sur l'augmentation du capital dans les sociétés anonymes*.

indication sur la manière de les libérer en se référant aux prescriptions nouvelles de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893.

Ne peut-on pas déduire en effet de la volonté que le législateur a formellement exprimée pour les actions de 25 fr., qu'il entendait réclamer la libération intégrale pour toutes les actions de faible importance jusqu'à 100 fr. Le fait même qu'il n'exige le versement du quart que lorsque l'action est *au moins* de 100 fr., ne veut-il pas dire qu'au-dessous de cette somme la libération sera intégrale?

C'est sur ces remarques que s'appuie le système préconisé par MM. Bouvier-Bangillon et Wahl. Le but qui anime ces auteurs est la nécessité de prendre des précautions spéciales pour les sociétés de faible capital qui s'adressent, par l'émission d'actions d'un capital réduit, à la petite épargne.

Pour ces actionnaires, il est peu désirable de n'avoir qu'une libération partielle au début. La somme à verser étant de faible importance il vaut mieux l'acquitter de suite; de plus la société n'a qu'un capital réduit qui lui sera probablement entièrement nécessaire dès l'origine. Si l'on devait en effet admettre la libération du quart pour les petites sociétés on aboutirait par exemple à ne mettre dans la caisse sociale que 50.000 fr. au moment de la constitution de la société. La somme peut à bon droit paraître insuffisante.

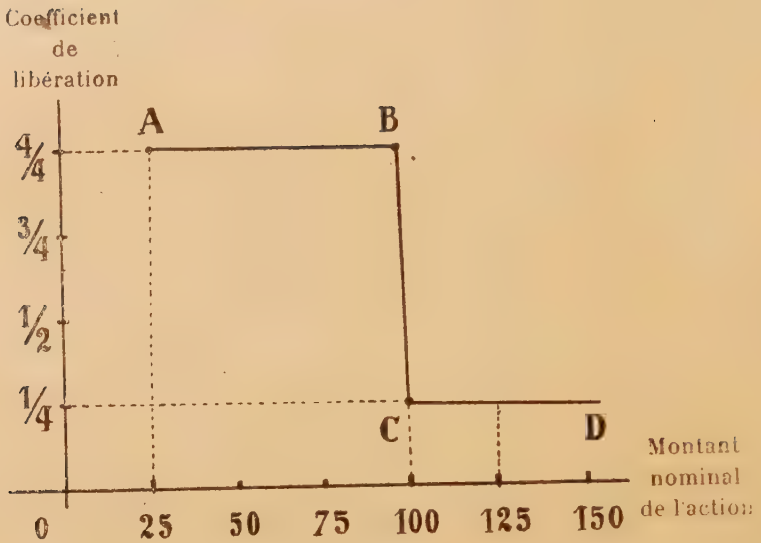
Enfin si l'on songe aux considérations diverses qui ont conduit le législateur à édicter la libération intégrale pour les actions des sociétés à faible capital lorsque ces actions sont de 25 fr., on est forcé de convenir que

ces mêmes considérations de défense de la petite épargne conservent toute leur portée si les actions, au lieu d'être de 25 fr., sont d'un chiffre légèrement supérieur. Ce ne sont pas quelques francs de plus sur le montant nominal d'une action qui changeront le problème qui se pose à propos de la libération du titre.

Tous ces arguments invoqués à l'appui de la thèse de MM. Wahl et Bouvier-Bangillon présentent une force que l'on ne saurait songer à dénier. Ils s'inspirent tous de la logique la plus rigoureuse et le raisonnement sur lequel ils se fondent pousse ses ramifications jusqu'aux sources mêmes de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893. On ne saurait discuter, en effet, les considérations invoquées par ces auteurs, mais leur opinion qui pourrait satisfaire un esprit préoccupé uniquement de la protection de la petite épargne paraît plus difficile à admettre si l'on veut essayer de le concilier avec la lettre de la loi. Celle-ci présente une lacune certaine et toutes les théories qui se proposent de la combler ne parviennent pas à la dissimuler. Que l'on s'inspire d'arguments d'un ordre juridique ou simplement social, on n'arrive pas à éviter un écueil inévitable, la lettre de la loi.

Au surplus, le système des auteurs précités peut comme les autres être présenté selon un graphique simplifié qui a l'avantage d'en révéler les inconvénients.

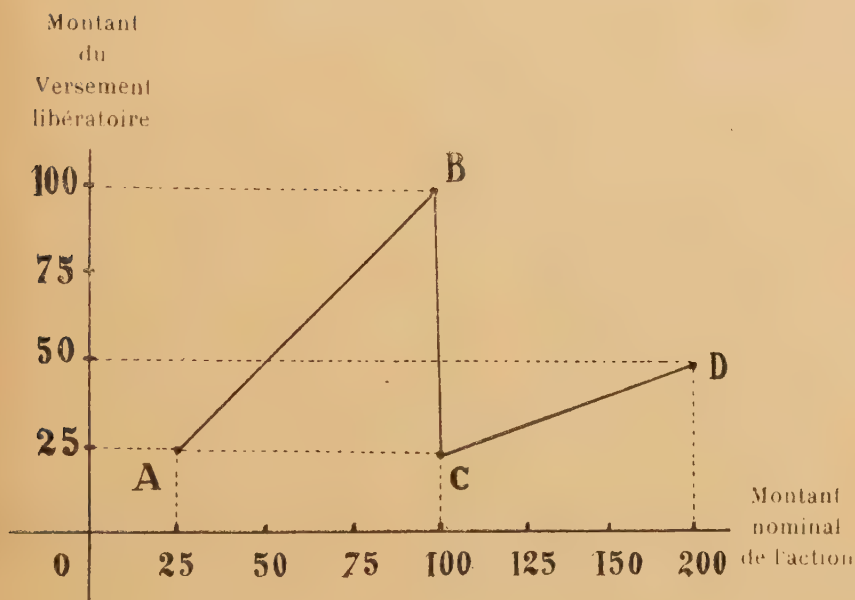
Si l'on porte sur l'axe des abscisses le montant nominal de l'action et sur celui des ordonnées le coefficient de libération on aboutit à la ligne suivante :



De 25 à 100 fr., le coefficient de libération de l'action est de  $4/4$ , la ligne est horizontale et parallèle à l'axe des abscisses mais dès qu'on arrive à l'abscisse 100, un brusque point de chute se produit et l'on descend à  $1/4$  puis la ligne se maintient de nouveau horizontale et reste parallèle à l'axe des abscisses, le montant de l'action pourrait varier à l'infini (pure hypothèse) que rien ne serait changé. Ce graphique ne paraîtrait sans doute pas satisfaisant à un esprit recherchant une sorte d'équité géométrique. Le brusque point de chute au chiffre 100 lui semblerait surtout critiquable. Il n'en est pas moins vrai qu'il présente l'avantage d'être plus simple que les précédents et d'établir deux régimes fixés sur deux plans différents dirait-on si l'on continuait la comparaison géométrique. Le régime

de la libération intégrale pour les actions jusqu'à 100 fr. celui de la libération du quart pour les actions au-dessus de 100 fr.

Un second graphique représentatif peut être tracé encore du système de MM. Bouvier-Bangillon et Wahl en fonction non plus du coefficient de libération, mais du montant effectif du versement libératoire. Voici le résultat auquel on aboutit :



Dé 25 à 100 fr., le montant du versement libératoire est égal au montant nominal de l'action. Une diagonale inclinée à 45 % représente cette progression.

Mais arrivé au montant nominal de 100 fr., on retrouve le même point de chute brusque puis la diagonale ascendante reprend mais dorénavant l'angle qu'elle

fera avec l'axe des abscisses sera bien moindre. En effet, alors que pour les actions au-dessous de 100 fr., la progression des ordonnées était égale à celle des abscisses, après l'abscisse 100, la progression des ordonnées ne sera plus que du quart de celle des abscisses. L'angle que formera la nouvelle diagonale avec l'axe des abscisses sera bien plus petit que le précédent.

Les remarques qu'inspire ce graphique montrent aussi les critiques que l'on peut formuler contre la troisième opinion de la doctrine. Ce système établit une différence de traitement frappante pour les actions au-dessous de 100 fr. et pour les actions au-dessus. Cette différence est expliquée il est vrai par des raisons d'ordre social et financier, défense de la petite épargne, du petit actionnaire, nécessité d'assurer aux sociétés à faible capital tout leur avoir dès la constitution. Ces considérations nous conduisent à préférer ce dernier système aux deux précédents bien qu'il ne soit pas lui-même à l'abri de toute critique. Il a sur les autres l'avantage d'observer au moins une progression, une proportionnalité dans le montant du versement libératoire aussi bien pour les petits actionnaires que pour les plus importants. Les deux diagonales ascendantes montrent bien cette augmentation progressive du versement qui est, il est vrai, plus rapide pour les actions au-dessous de 100 fr. que pour les actions au-dessus.

Mais comme les systèmes précédents celui-ci a également le défaut de manquer de base légale. Ce vice ne doit d'ailleurs être rappelé que pour mémoire puisque

tout système quel qu'il soit est exposé au même sort. Le mutisme de la loi en est la cause.

Pourtant, l'opinion de MM. Bouvier-Baugillon et Wahl a encore soulevé une dernière objection qui fut présentée par M. Pic<sup>1</sup>. Il arrive en effet avec ce système que le souscripteur d'une action de 100 fr. se trouve avantagé par rapport aux souscripteurs d'actions d'un montant moindre qui auront à faire en définitive un versement plus important pour libérer leurs titres.

Ce défaut existe bien dans le système de MM. Bouvier-Baugillon et Wahl et on ne saurait le nier mais il est moins grave que ne semble le croire M. Pic et ne mérite peut-être pas que l'on s'appesantisse trop longuement sur lui.

Il n'est d'ailleurs que partiel et n'existe que pour les actions au-dessous de 400 fr. En effet dès que le montant de l'action atteint ce chiffre le montant de la libération dans la catégorie d'actions au-dessous de 100 fr. n'atteindra jamais celui de la libération d'une action de la catégorie supérieure. D'autre part le versement qu'auront à faire des souscripteurs d'actions au-dessous de 100 fr., s'il est plus fort que celui à effectuer par des souscripteurs de titres au-dessous de 400 fr. sera du moins contrebalancé par un avantage certain : ces actionnaires auront libéré intégralement leurs titres.

---

1. V. son *Traité des sociétés*, n° 2458.

## CHAPITRE III

### SYSTEME LEGISLATIF PROPOSE

---

Notre étude s'est bornée jusqu'ici à examiner les différents systèmes proposés. Aucun n'est entièrement satisfaisant, la raison en est non pas dans un manque d'ingéniosité de la part de leurs auteurs qui tous au contraire ont essayé de tirer le parti le plus utile des textes législatifs mais bien dans l'insuffisance de ces textes, dans les lacunes qu'ils présentent et dans les vices mêmes du régime qu'ils adoptent.

Aussi n'est-il pas vain puisque nous faisons œuvre de doctrine de reprendre après le législateur l'étude des problèmes de la libération des actions et d'essayer de fournir les solutions qui nous paraissent les plus rationnelles.

Le principe qui semble l'emporter dans la plupart des législations est celui de la libération préalable partielle<sup>1</sup>.

Il ne s'ensuit pas néanmoins que cette règle soit parfaite. L'adoption par la majorité d'un système ou d'une idée n'a jamais été une garantie de leur vérité.

D'autre part il suffit de considérer les dates d'appa-

1. V. Prolég., § 1, *Droit comparé*.

rition de la règle de la libération partielle dans les différentes législations pour s'apercevoir qu'elle remonte au siècle dernier, quelquefois même plus loin. Or en matière commerciale les institutions et les exigences de la vie pratique évoluent bien plus rapidement que les textes de la loi positive. Ceux-ci ne sont remaniés et retouchés que lorsque l'opinion tacite et générale du groupe social a déjà changé.

Or le principe de la libération partielle semble perdre du terrain.

Il est à remarquer que les dernières lois rendues en matière de société viennent fournir la confirmation de notre thèse.

Déjà, en 1867, les actions d'apports devaient être entièrement libérées.

En 1893 un nouveau progrès se manifeste. Les actions mixtes devront être intégralement libérées avant la constitution de la Société. Les actions de 25 fr. ne sauraient non plus être l'objet d'une libération partielle.

Enfin la loi récente du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée nous offre l'aspect d'une manifestation de plus de la tendance à étendre les cas où la libération intégrale est requise. L'article 7, § 1 de la loi pose le principe de la libération totale des actions dans les sociétés à responsabilité limitée<sup>1</sup>.

Le taux de ces actions qui sont des actions de numé-

1. B. Georges Piot, *Des Sociétés à responsabilité limitée*. Paris, Od. 1926, p. 21 Drouets, *Les Sociétés à responsabilité limitée*.

raire analogues aux actions ordinaires est de 100 fr. ou d'un multiple de 100 fr.<sup>1</sup>

La loi de 1893 elle-même qui, pour les actions de 25 fr., dans les petites sociétés, a édicté la libération intégrale est peut-être un signe encore de cette tendance, peut-être le premier indice. Et le troisième système interprétatif de l'article premier modifié de la loi du 24 juillet 1867 qui pour les actions entre 25 et 100 fr. préconise la libération intégrale paraît s'orienter dans la même voie.

Cet aperçu rapide fournit bien la confirmation de l'idée que nous avançons un peu plus haut. Les atteintes et les exceptions au principe de la libération partielle sont de plus en plus nombreuses.

En pratique d'ailleurs la libération partielle devient de moins en moins nécessaire. La raison qui la fait adopter en 1867 était qu'il fallait ménager à la société nouvelle la possibilité d'un appel de fonds éventuel. C'était aussi l'idée que la société nouvelle n'avait pas besoin dès l'origine de tout le capital souscrit. C'était enfin le désir de ménager l'effort des souscripteurs en l'échelonnant sur une période de temps assez longue. Ces considérations demeurent toujours mais il est devenu possible de nos jours de les satisfaire autrement qu'en ayant recours à la libération partielle.

Une pratique nouvelle et de plus en plus fréquente tend, en effet, à s'étendre sur la place. C'est celle des augmentations de capital.

1. V. Rapport Manceau, 16 novembre 1921, Annexe 3349, Chambre, 1921, p. 146.

V. Rapport Chaptal, 18 décembre 1924, Annexe 712 Sénat 24, p. 391.

Sans doute une opinion rigoureuse, et que M. Copper Royer qualifie même de draconienne<sup>1</sup> a contesté le droit de la société de modifier son capital à son gré. Divers arrêts ont même annulé des sociétés pour ce seul prétexte que l'augmentation de leur capital était faite trop peu de temps après la constitution de la société<sup>2</sup>. Quelques auteurs sont même allés, il est vrai, jusqu'à approuver cette règle d'une incompréhensible sévérité.

M. Duvergier<sup>3</sup>, s'exprime en ces termes : « Si entre deux conventions successives (l'une étant la constitution de la Société et l'autre l'augmentation de capital) la société n'a pas fait d'opérations sérieuses; s'il s'est écoulé peu de temps entre l'une et l'autre, si l'on ne peut indiquer les événements imprévus, les causes inattendues qui ont rendu nécessaires le changement opéré et l'accroissement du capital, etc... les tribunaux n'hésiteront pas à considérer qu'il y a violation de la loi. »

Cette théorie<sup>4</sup> a, de plus en plus, semblé inadmissible. Ses partisans déclaraient qu'il est interdit d'atteindre par bonds successifs le niveau de capital qui doit être le niveau normal auquel la société devra se maintenir en définitive. Celui-ci doit être atteint dès le début.

Ce n'est là qu'une pure affirmation sans fondement

1. Copper-Royer, *Traité des Sociétés anonymes*, 1919, t. II, p. 235.

2. Paris, 4 août 1863, cité par Houpin n° 666. Bruxelles, 6 décembre 1890, *Ibidem*.

3. Duvergier, *Collection des Lois*, N. 334.

4. Voir aussi comme protagoniste de cette rigueur Pont, *Commentaire des Sociétés civiles et commerciales*, n° 864.

légal. En matière de société plus qu'ailleurs peut-être il n'y a pas de nullité sans texte. Du moment que les règles de constitution de la Société posées par les articles 1 et suivants de la loi de 1867 ont été observés du moment aussi que les règles de forme particulière, qu'il est nécessaire de suivre en cas d'augmentation de capital ont été respectées<sup>1</sup>, les augmentations de capital sont régulières et l'on ne saurait prendre en considération les époques plus ou moins rapprochées auxquelles elles interviennent pour essayer d'y trouver le fondement d'une quelconque nullité.

La jurisprudence elle-même s'oriente dans cette voie. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, du 2 août 1890 (*Rev. Soc.* 91, 150) a décidé qu'une société n'était pas entachée de nullité par la seule raison que le capital primitif peu important a reçu quelque temps après une augmentation considérable alors qu'il est établi que la société avait pour but de préparer pour un avenir plus ou moins prochain des opérations dont l'importance ne pouvait être que progressive.

C'est bien une application du principe de la liberté de l'augmentation de capital mais, cette application se ressent encore un peu des hésitations précédentes car la Cour de Paris a éprouvé le besoin de trouver des justifications à l'augmentation de capital, alors que cette justification devrait être présumée et que la fraude devrait seule être établie<sup>2</sup>.

1. Voir les règles dans Copper-Royer. *op. cit.*, t. II, p. 236 et suiv.

2. Un arrêt de la Cour de Bruxelles est rendu dans le même sens (*Bruxelles*, 30 juin 96, *Journ. Soc.*, 96. 503. Il décide que le fait d'augmenter

Quoiqu'il en soit de cette réserve il est permis de déclarer que les augmentations de capital peuvent être librement effectuées si les formes légales sont observées et si l'on ne recherche aucun but de fraude.

Les deux observations que nous venons de dégager successivement (la première ayant trait aux textes de plus en plus nombreux qui édictent la libération intégrale et la seconde aux augmentations de plus en plus fréquentes de capital) nous permettent d'exposer la méthode de libération qui devrait être suivie, vers laquelle on s'achemine d'ailleurs en pratique et qu'il ne serait pas impossible de voir un jour prochain faire l'objet d'une disposition législative.

*Cette méthode serait celle de la libération préalable et intégrale de toutes les actions souscrites avec faculté pour la société de procéder à son gré aux augmentations de capital qui lui paraîtraient nécessaires.*

Dans la grande majorité des cas la société nouvelle n'a pas besoin dès l'origine de tout le capital qu'elle est appelée à utiliser ultérieurement. Il lui suffira au début d'émettre un nombre d'actions limité dont la souscription sera par conséquent plus aisée à obtenir mais dont la libération devra être intégrale. Les souscripteurs sérieux achèteront ces titres tout aussi bien que s'ils n'étaient libérables que du quart. Ils sont, en effet, peu enclins à se laisser prendre à certaines

le capital social à une date rapprochée de la constitution et avant même que la société ait fonctionné ne suffit pas pour donner au capital primitif un caractère fictif lorsque l'augmentation quasi immédiate s'explique par d'autres considérations que par le désir d'éluder les prescriptions de la loi.

promesses fallacieuses faites au cours de l'émission d'actions libérables du  $\frac{1}{4}$  seulement et tendant à faire croire aux souscripteurs que les  $\frac{3}{4}$  restants ne seront jamais appelés. Ils savent fort bien (et la masse des souscripteurs fait aussi sur ce point, tous les jours davantage, son éducation), que les  $\frac{3}{4}$  restants seront presque toujours appelés et qu'ils le seront plus certainement encore si la société venait à faire de mauvaises affaires. Il ne paraît pas que l'épargnant ait plus de répugnance à souscrire à un titre entièrement libérable qu'à une action dont la libération immédiate ne serait que du  $\frac{1}{4}$ . Sans doute, s'il avait à choisir, il préférerait ne payer que le  $\frac{1}{4}$  tout de suite, mais dès lors qu'on lui supprime tout embarras du choix il souscrira avec le même zèle aux actions à libérer dans leur intégralité.

De plus en exigeant la libération préalable et intégrale des actions on supprime toute possibilité d'agiotage. La règle de libération du quart n'a fait que diminuer l'agio. Elle l'a à vrai dire rendu impossible à tous ceux qui n'avaient pas les fonds suffisants pour libérer la portion fixée par les statuts d'émission mais il est demeuré permis aux souscripteurs qui ont consenti à courir le risque du quart pour spéculer sur les  $\frac{3}{4}$  restant. La libération intégrale supprimerait ce calcul lui-même. Elle ne laisserait plus subsister que la spéculation normale et habituelle, celle qui porterait sur la revente du titre entièrement libéré.

La société ne souffrirait pas de cette libération intégrale. Elle aurait pareillement le capital qui est néces-

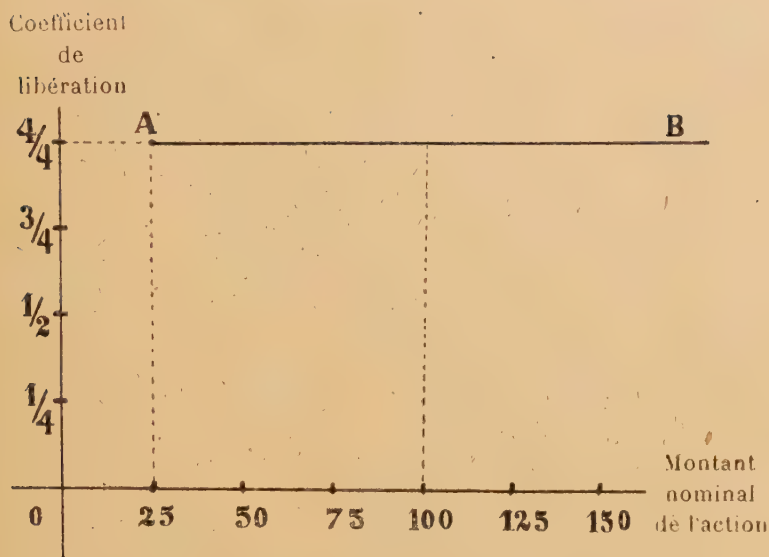
saire à ses débuts, mais au lieu qu'il soit puisé dans un nombre considérable d'actions libérées du quart, il sera tiré d'un nombre quatre fois moindre d'actions libérées du tout. Ses charges financières, frais généraux du service des titres, intérêts, primes, etc... en seront diminuées d'autant.

On pourrait croire néanmoins, si on ne se livre qu'à un examen superficiel de la question que la société subirait quelque préjudice du procédé de la libération totale. En effet, avec la libération partielle, elle détient entre ses mains tout un stock de créances contre ses actionnaires et lorsque ses besoins financiers augmenteront, elle saura de suite où trouver l'argent qui lui sera nécessaire. Elle n'aura pas à s'occuper de trouver des souscripteurs nouveaux. Que sa situation soit bonne ou mauvaise, ses premiers souscripteurs sont tenus de libérer le complément de leurs actions. Au contraire dans l'hypothèse de la libération intégrale, lorsque la société aura besoin d'argent frais elle n'aura plus de débiteurs déjà engagés envers elle à qui elle n'aura qu'à réclamer le complément du montant de leur souscription. Il lui faudra chercher sur le marché des souscripteurs nouveaux. Ceux-ci afflueront si la société a une situation prospère et est avantageusement connue sur le marché. Ils seront au contraire beaucoup plus réservés si l'augmentation de capital est la conséquence de revers. C'est là un mal certain du système de la libération intégrale, mais il porte en lui son remède. Il évitera peut-être, en empêchant des sociétés en décadence de survivre inutilement, la dilapidation de l'é-

pargne. D'ailleurs il sera facile aux fondateurs qui edoutent le manque d'empressement des souscripteurs pour les actions nouvelles émises en représentation de l'augmentation de capital, d'émettre dès le début tout le capital dont ils auraient besoin, sous réserve de mettre de côté la portion qui ne leur serait pas immédiatement nécessaire. Ils pourraient aussi, s'ils ne veulent pas appeler dès l'origine des sommes trop considérables, susciter les souscriptions ultérieures au moyen de différents avantages qu'ils promettraient aux nouveaux actionnaires. La promesse d'actions de priorité ou de parts bénéficiaires est de nature à encourager les souscriptions nouvelles, même si l'état de la société n'est pas des plus florissants.

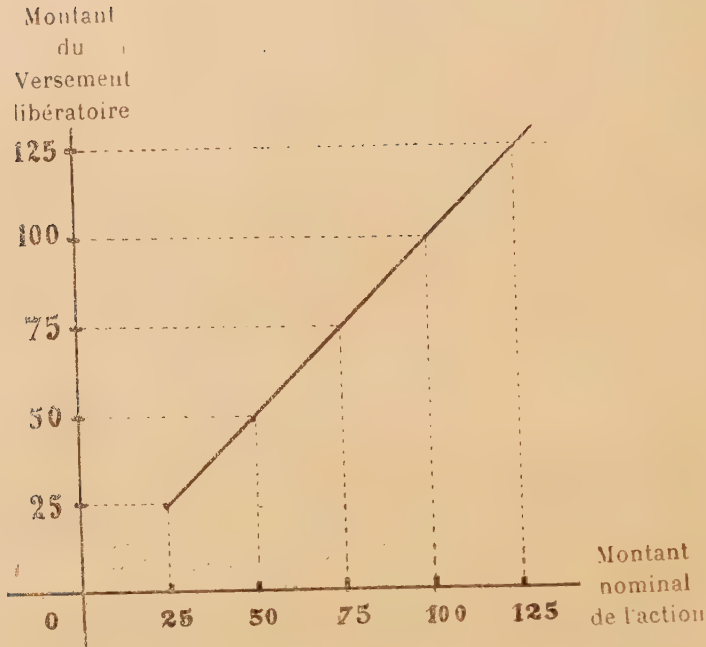
Il est donc en faveur du système de la libération préalable intégrale des arguments d'ordre économique, financier et juridique des plus sérieux. Ce système est conforme aussi à la plus stricte justice. Chacun n'a à verser que dans la mesure de sa souscription. La libération partielle possible pour certaines actions, prohibée pour d'autres ne viendra pas fausser le régime appliqué aux souscripteurs. Ces derniers seront tous assujettis à un traitement identique. Celui qui souscrira le plus ne pourra plus avoir à payer le moins, ainsi que cela se produit dans deux systèmes interprétatifs de l'article premier de la loi de 1867.

Voici les graphiques qui correspondraient au système de la libération intégrale.



La ligne représentative de la libération est une droite horizontale, sans hauts ni bas, symbole de l'uniformité du régime et qui ne soulève pas les critiques formulées à propos des lignes diversement brisées que fournissait la figuration des autres systèmes.

De même le graphique du montant effectif de la libération fournit avec le système préconisé une ligne des plus nettes, une diagonale ascendante dont la marche est progressive et dont l'écart de l'axe des abscisses s'accroît progressivement et régulièrement avec l'augmentation du montant nominal de l'action, sans fléchissement subit et sans brusque ressaut.



Que l'on ne nous accuse pas pourtant de faire de l'algèbre à propos de la libération des actions. Ce n'est qu'après avoir mûrement réfléchi que nous avons cru devoir porter notre choix sur lui. Les raisons qui nous ont guidé ne sont pas de pures raisons d'esthétique graphique, elles sont tirées surtout de l'observation des faits de la pratique où le système que nous préconisons, s'il n'est pas encore celui que la loi a adopté, est du moins celui que les fondateurs de sociétés préfèrent. Il est puisé aussi dans la considération de l'inspiration qui semble avoir présidé à toutes les lois récentes. Enfin il se justifie par des avantages matériels considérables : moins de frais généraux, pas d'inflation

purement nominale, avantages aussi au point de vue fiscal d'avoir un capital effectivement versé et non un capital nominal sur lequel seront calculés la plupart des impôts perçus par l'État à la constitution de la société, enfin avantage au point de vue de la garantie qu'offre au public une constitution sérieuse avec libération intégrale dès l'origine et sans engagements futurs de la part du public<sup>1</sup>.

On objectera sans doute au système de la libération intégrale que la société nouvelle n'aura pas un capital nominal quatre fois plus important que les fonds qui lui ont été réellement versés et qui lui aurait permis de bénéficier d'une confiance plus grande du public en mentionnant l'importance de ce capital.

Sans doute elle sera privée de ce moyen de publicité, mais la perte ne sera pas grande pour elle car il ne trompe plus que ceux qui témoignent en matière de société d'une ignorance particulière. Même le petit

... On peut d'ailleurs hésiter à juste titre sur la nature véritable de la modalité qui, dans les systèmes de libération préalable et partielle, affecte l'engagement souscrit par l'actionnaire pour la portion restant à libérer. Cette modalité peut être un terme ou une condition. C'est un terme s'il apparaît comme certain dans les statuts que les souscripteurs auront à un moment déterminé ou indéterminé, mais qui arrivera sûrement, à parfaire la libération des titres souscrits. La modalité est au contraire une condition, si le complément de libération ne doit pas fatalement être exigé et s'il est subordonné à la survenance d'un événement (éventuel) qui peut fort bien ne pas se produire.

Quelle que soit la modalité qui frappera la souscription lorsque la libération n'est que partielle, le système est pareillement critiquable s'il doit créer une incertitude. Les souscripteurs seraient les premiers à souffrir de cette incertitude car il se pourrait fort bien que l'on demande aux actionnaires de compléter la libération des actions à une époque où cette libération, si elle est très utile pour la société peut paraître difficile à effectuer par les actionnaires, à une époque de crise, par exemple lorsque l'argent se fait rare. C'est une raison nouvelle de préférer la libération préalable intégrale qui supprime cette incertitude et les inconvénients qui peuvent en résulter.

épargnant s'inquiète de plus en plus des conditions juridiques auxquelles sont soumis les titres qu'il souscrit. Il sait la plupart du temps que le capital n'est libéré que du quart et cela est si vrai que les sociétés dont le capital est entièrement libéré prennent toujours le soin de mentionner la libération intégrale chaque fois qu'elles donnent le montant de leur capital.

Mais il est une seconde objection plus sérieuse encore contre l'argument présenté en faveur de la libération partielle. L'importance nominale du capital n'est pas aussi grande que se l'imaginent les partisans de la libération partielle. La considération de ce capital n'intervient que pour les sociétés en qui l'on n'a qu'une confiance limitée. N'est-il pas courant d'ailleurs de voir des sociétés importantes et de grands établissements n'avoir qu'un capital nominal relativement faible. La confiance du public ne leur est pourtant pas marchandée, bien au contraire. D'ailleurs la société sérieuse qui préfère émettre moins d'actions et les faire libérer intégralement y trouve un avantage certain. A raison même de leur rareté ces actions font prime sur le marché, leur prix hausse et un prix élevé a toujours été le meilleur signe de l'estime du public pour la société.

---

## CHAPITRE IV

### LA LIBERATION DES ACTIONS MIXTES

---

Près des actions de numéraire et des actions d'apports peuvent se trouver aussi des actions mixtes, représentatives à la fois d'apports en nature et de numéraire. Leur libération soulevait des controverses sérieuses avant la loi de 1893.

#### Section I

##### Avant la loi de 1893.

La loi ne prévoyant pas la question des actions mixtes, divers systèmes furent proposés pour leur libération. La question ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Aussi faut-il nous contenter de la rappeler sans entrer dans le détail et en nous dispensant de prendre position.

La libération des actions mixtes à cette époque dépendait de la solution apportée à une question préjudicielle que soulevait leur légalité même. La loi n'ayant pas prévu l'existence d'actions mixtes, certains pensaient que leur émission était illicite. Les apports

en nature ne pouvaient, par suite, selon ces auteurs, être représentés par des actions, dont une partie serait en numéraire et qui n'auraient pas été entièrement libérées.

Ce premier système se prononçait donc en faveur de la libération complète en vertu du principe que les apports en nature ne peuvent être représentés que par des actions entièrement libérées (V. *supra*, livre I, ch. I) d'où il s'ensuivait que l'apporteur ne pouvait en échange de ses apports recevoir des actions dites d'apports et non pas mixtes, puisque celles-ci étaient illicites, que pour un nombre correspondant exactement au montant de l'évaluation prescrite par l'article 4 de la loi de 1867<sup>1</sup>.

Pourtant ce système parut trop sévère et dans une seconde opinion dont les partisans paraissent plus nombreux des atténuations sensibles lui furent apportées.

On commença par revenir un peu sur la rigueur primitive et par déclarer que les actions mixtes n'étaient pas à proprement parler illicites. Mais ce que l'on prohiba c'est que la libération partielle exigée par la loi fût réalisée seulement par les apports. Voici en effet ce qui aurait pu se produire. Un bénéficiaire d'actions mixtes qui aurait apporté à la fois à la société des apports en nature et en argent pouvait songer à répartir ses apports sur toutes les actions mixtes qui lui auraient été remises en prenant ses dispositions pour que la part représentant l'apport sur chaque

<sup>1</sup> La jurisprudence se prononça même au début dans ce sens, quelque rigueur qu'il y eût dans cette solution (Paris, 18 février 1881, D. 84, 2, 1.).

action fût égale au moins au quart. Cette portion étant libérée, le titulaire de ces actions aurait pu soutenir qu'il avait observé les deux règles formelles édictées en matière de libération.

a) Les apports en nature ont été entièrement réalisés et les actions mixtes sont entièrement libérées pour la portion équivalente à ces apports.

b) D'autre part, chaque action mixte est bien libérée du quart au moins puisque la part représentative d'apports en nature dans chaque action et qui a été libérée est du quart au moins.

Cette thèse trouva des partisans aussi bien en doctrine<sup>1</sup> qu'en jurisprudence<sup>2</sup>, mais bien que plus récente et peut-être plus partagée que la première, elle ne fit cependant pas autorité absolue.

Sous le régime de la loi de 1867 et avant les réformes apportées à cet égard par la loi de 1893 un troisième système semble l'avoir emporté.

Il fut d'ailleurs adopté par la Cour de Cassation et par la doctrine la plus autorisée. C'est d'ailleurs le système le plus large.

Les actions mixtes n'ont rien d'illicite. Aucune prohibition n'existe dans la loi à leur égard.

1. Les tendances de la doctrine et les aspects multiples du problème de la libération des actions mixtes sous le régime de la loi de 1867, que nous n'exposons pas complètement ici puisque leur intérêt n'est plus qu'historique, ont été très complètement examinées par M. Rataud. *Examen critique*, édit. 1882, n° 215.

2. La Cour de Paris revenant sur sa jurisprudence de 1881 rendit en 1883 un arrêt en ce sens. Sans doute les considérants de l'arrêt sont atténués et ne prétendent nullement infirmer l'autorité de la décision précédente, mais s'ils veulent en apparence sauvegarder, ils réforment en réalité dans le fond.

(V. arrêt de Paris, 10 mai 1883, D. 84 2. 1. et la note de M. Poncet).

D'autre part, elles ne présentent pas des inconvénients tels qu'on puisse en se plaçant au seul point de vue du droit naturel et de la morale, les déclarer interdites. Dès lors leur constitution doit être autorisée. Mais l'existence de pareilles actions ne pourra aller à l'encontre d'une règle absolument générale et fondamentale du droit des sociétés, la règle de la libération préalable du quart. Cependant l'article premier de la loi de 1867 qui pose le principe obligatoire de cette libération ne déclare pas qu'elle doive absolument être faite en numéraire. Il suffira dès lors que le quart soit libéré sur chaque action quand même ce serait un quart représentant des apports en nature.

C'était revenir entièrement sur les systèmes précédents, abolir la sévérité de leur règle et supprimer tout versement en numéraire sur les actions mixtes pourvu que la part de ces actions représentatives d'apports en nature fût au moins du quart et fût entièrement libérée<sup>1</sup>. Quant à la fraction restante représentée par du numéraire la libération préalable n'était pas exigée.

## Section II

### Le régime de la loi de 1893.

Le dernier système de libération des actions mixtes fut celui qui l'emporta avant la loi de 1893. Bien que cette loi soit venue apporter des modifications pro-

1. Voir un arrêt de la Cour de cassation du 15 février 1884 D. 85. I. 325 et les conclusions conformes de M. le Procureur Général Barbier. Reg. 22 déc. 1886, D. 87. I. 445.

Vavas seur dans le Droit n° 1-2 4-5 et dans celui du 24 avril 1881; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, E. 2. n° 703; Houpin, t. 1, n° 110

fondes en cette matière et édicter des prescriptions rigoureuses dans le but d'éviter les fraudes, le système antérieurement adopté n'en conserve pas moins son intérêt pratique pour les actions émises avant la loi de 1893 et dont la libération peut susciter de nos jours encore certaines difficultés que les tribunaux seraient en définitive appelés à résoudre.

Le régime antérieur a conféré, en effet, certains droits qu'il est convenu de considérer comme des droits acquis et auxquels la loi nouvelle n'aurait pu porter atteinte sans violer le principe de non-rétroactivité inscrit en tête même de nos codes. La jurisprudence eut d'ailleurs l'occasion d'examiner la question de la rétroactivité des dispositions nouvelles de la loi de 1893 et se prononça dans le sens que nous indiquons<sup>1</sup>.

Mais si l'empire de cette loi ne s'étend pas jusqu'aux émissions d'actions faites avant sa promulgation, il porte en revanche sur toutes émissions d'actions postérieures à son apparition, quand même il s'agirait d'une émission d'actions nouvelles dans une société ancienne. La loi de 1893 a supprimé toute controverse en ce qui concerne la libération des actions d'apports et des actions mixtes. L'article 3 nouveau contient en effet une disposition ainsi conçue :

« Les actions *représentant des apports* devront toujours être *intégralement* libérées au moment de la constitution de la société ». Une sage prohibition vient d'ailleurs compléter cette disposition en déclarant :

1. V. notamment Trib. Comm. Seine, 22 sept. 1898, *Journ. des Soc.*, 1899, p. 127.

« Les actions d'apports ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution de la société. »

Ces deux dispositions visent aussi bien les actions d'apports proprement dites que les actions mixtes, car elles sont toutes deux représentatives d'apports. La loi ne considère pas en effet, dans l'action, la fraction représentative d'un apport en nature pour établir les règles prohibitives qu'elle institue, mais uniquement le fait que l'action représente un apport, cet apport ne serait-il même qu'une partie minime du montant de l'action et le reste serait-il uniquement couvert par du numéraire.

Du moment qu'une partie quelconque du capital représenté par l'action est constituée par un apport en nature, le titre doit être *intégralement* libéré. Le sens du mot *intégralement* ne prête à aucune confusion. Ce n'est pas seulement la fraction représentée par un apport en nature qui sera libérée mais aussi celle qui est figurée en numéraire. La libération sera complète dès l'origine, avant la constitution, et le titre ne pourra pendant deux ans être détaché de sa souche et être négocié. « Par cette double précaution le législateur « de 1893 s'est proposé d'une part de mettre un terme « à l'agiotage dont les actions d'apport étaient trop « souvent l'objet et d'autre part de rendre plus difficiles et plus dangereuses pour leurs auteurs les majorations frauduleuses d'apport, trop fréquentes sous « l'empire de la législation ancienne<sup>1</sup>. »

1. C'est en ces termes que s'exprime M. Pic en commentant les dispo-

La jurisprudence de la Cour de Cassation a également admis cette interprétation, d'ailleurs littérale de la loi. Un véritable arrêt de principe fut rendu en cette matière par la Chambre criminelle<sup>1</sup>, le 26 octobre 1905, qui édicte à nouveau et sanctionne la règle de la libération intégrale dans les actions mixtes.

Cet arrêt va même jusqu'à déclarer qu'il importe peu puisque la libération doit être intégrale que les apports en nature représentent le quart au moins de la valeur de l'action mixte.

Cette jurisprudence présente d'autant plus d'autorité que l'unanimité de la doctrine se prononce dans le même sens<sup>2</sup>. M. le Professeur Wahl dans son traité récent déclare textuellement : « Ces actions (les actions mixtes) représentent bien des apports, elles doivent donc être entièrement libérées, c'est-à-dire que la somme mise à la charge de l'actionnaire doit-elle aussi être versée intégralement<sup>3</sup>. »

Toute controverse se trouve donc supprimée par la loi de 1893.

Il nous paraît utile de faire remarquer que le système qu'elle adopte pour les actions mixtes est celui que nous préconisons de généraliser et d'appliquer pour toutes les actions; c'est le système de la libération intégrale.

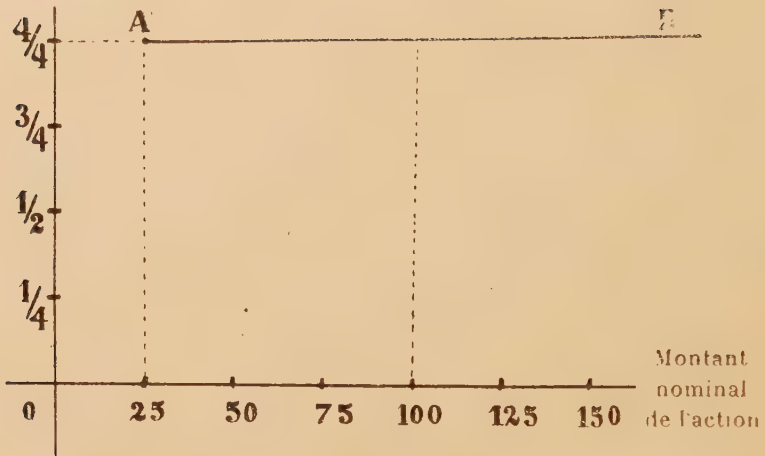
sitions nouvelles de la loi de 1893 et il n'est pas douteux en effet que ce soit ces considérations qui aient inspiré le législateur (V. Pic, son traité *Société*, éd. t. 1925, chez Dalloz; n° 2462).

1. Crim. 26 oct. 1905 D. 1907, I. 416 et la note de M. Le Poittevin.

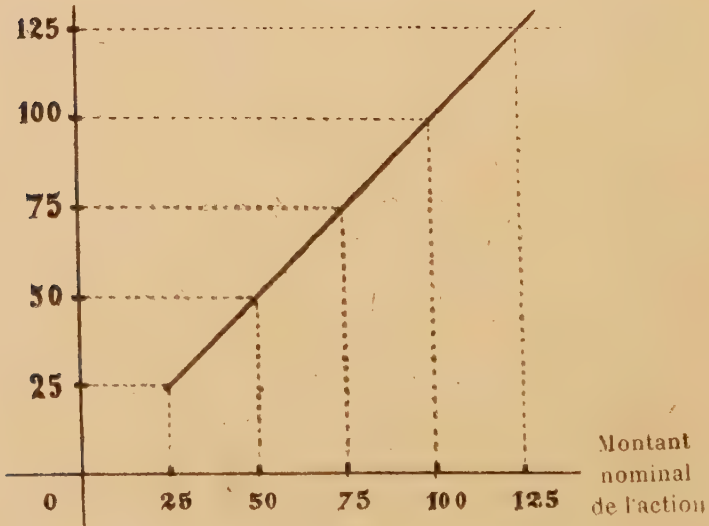
2. Boubier-Bangillon, *op. cit.*, p. 67. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.* E. 2. n° 793 bis. Houpin E. I. n° 658. Rousseau E. I. n° 1697. Arthuy, E. I. n° 487. Thaller et Pic E. 2. n° 797.

3. Albert Wahl, *Précis de Droit commercial*, éd. 1922, 1<sup>er</sup> éd. n° 679, p. 216.

Coefficient  
de  
libération



Montant  
du  
Versement  
libératoire



Les graphiques représentatifs de cette libération sont extrêmement simples et entièrement semblables à ceux que nous avons souhaité trouver pour les actions ordinaires de numéraire.

Le montant effectif de la libération progresse proportionnellement au montant de l'action.

Ces remarques sont de nature à renforcer considérablement l'opinion que nous soutenions à la fin du chapitre précédent et sans vouloir préjuger de l'avenir, il est permis néanmoins de prévoir une généralisation de plus en plus étendue du système de la libération intégrale.

---



## LIVRE II.

### **Epoque de la libération et de la disposition des fonds libérés**

La libération des actions ne soulève pas seulement la question délicate de savoir quel devra être le montant de cette libération, notre étude serait déjà terminée s'il en était ainsi.

Près de cette première question qui était la plus importante et que nous avons déjà examinée, il en est une autre ayant trait à la fixation de l'époque où la libération exigée par la loi doit être effectuée et à la détermination du moment où les fonds ainsi versés deviennent disponibles.

Le problème de la libération dans les sociétés anonymes n'est pas seulement une question de coefficient et de proportion entre les sommes souscrites et celles qui sont versées. C'est aussi une question de temps. La libération des actions doit être préalable, qu'elle soit intégrale ou partielle, et les fonds ainsi versés doivent rester indisponibles, soustraits à l'action des créanciers. Ils doivent être mis dans leur intégralité à la disposition de la Société au moment où elle sera constituée et pour en arriver à cette fin différentes prohibitions ont dû être édictées.

Enfin la libération des actions comprend aussi une autre étude (qui fera l'objet de notre livre III) et qui est celle de savoir de quelle manière cette libération pourra être effectuée.

Combien ? quand ? comment ? Brefs et éloquents adverbes qui posent toute la question dont cet ouvrage a voulu traiter.

Quand ? C'est l'adverbe que l'on pourrait adopter pour titre de notre livre second. On y répondra en envisageant dans deux chapitres successifs :

1<sup>o</sup> Quand doit-on libérer ?

2<sup>o</sup> Quand pourra-t-on entamer les sommes versées pour la libération légale ?

## CHAPITRE PREMIER

### EPOQUE DE LA LIBERATION

La règle admise en cette matière est que la libération du quart des actions de numéraire dans les sociétés anonymes peut être effectuée postérieurement à la souscription, mais doit à peine de nullité de la société, intervenir avant sa constitution définitive<sup>1</sup>. La règle est tirée de la loi de 1867 qui déclare : « Elles (les sociétés) *ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces par chaque actionnaire, du montant, etc...* »

1. Nous verrons plus loin un correctif apporté par la loi de 1893 en ce qui concerne la nullité pour défaut de libération préalable et le moyen de couvrir cette nullité.

Ces termes ne laissent place à aucun dilemme, la libération doit être antérieure à la constitution de la société<sup>2</sup>.

La libération doit d'ailleurs être effective et faite par chaque souscripteur. Elle ne saurait être purement nominale ou réalisée par un moyen différent du versement par chaque souscripteur de la fraction du capital souscrit que la loi lui fait une obligation de libérer. C'est ainsi que la jurisprudence a eu l'occasion de déclarer la nullité d'une société dans laquelle le premier fonds de roulement provenait, d'une part du prix de la vente au public des actions non encore libérées du quart, et, d'autre part de versements effectués postérieurement à la constitution de la société (Arrêts précités des 26 juillet 1887 et 17 décembre 1894). Du moment que la libération effective du quart n'était pas antérieure à la constitution ou absolument contemporaine de celle-ci, ce retard, si léger qu'il fût, suffisait à entraîner la nullité radicale et absolue de la société (Paris, arrêt précité du 24 novembre 1887).

Cette solution ne comportait aucune atténuation, ni aucune demi-mesure, avant 1893. Nous verrons plus loin que depuis cette date il n'en est plus ainsi et que la nullité d'absolue qu'elle était en 1867, est devenue relative et peut se couvrir.

2. La jurisprudence et la doctrine n'ont pu sur ce point qu'appliquer la loi dans les limites assez étroites de l'art. 1<sup>er</sup>. Elles ont déclaré toutes deux que la libération devait être antérieure à la constitution.

Paris, 9 février 1883 D. 83. 2. 113. Lyon, 26 juillet 1887 D. 88. 2. 145. Paris 24 novembre 1887. D. 88. 2. 293 Rég. 17 décembre 1894 D. 95. 1. 101.

Pont n° 891 Lyon-Caen et Henaut t. II. N° 697; Houpin t. 1<sup>er</sup> n° 111.

La règle théorique de l'antériorité de la libération ne fut pas sans rencontrer dans la pratique des difficultés d'application. Ce n'est pas tout que de déclarer qu'elle doit être antérieure à la constitution définitive, encore faut-il établir avec certitude l'époque où la constitution devient définitive.

Quelques hésitations ont régné sur la détermination de cette époque. Quand est-il permis de dire en effet que la constitution de la société est devenue définitive. Parmi toutes les formalités de constitution quelle est celle qui consomme la naissance de la société? On décide généralement que la société est constituée définitivement le jour où les premiers administrateurs et les premiers commissaires de surveillance acceptent le mandat qui leur est conféré par l'assemblée générale<sup>1</sup>. Cette interprétation s'appuie sur l'article 25 de la loi de 1867 qui déclare expressément que la société est constituée après l'acceptation des administrateurs nommés par la première assemblée générale.

Il ne faut pas oublier en effet que parmi les formalités constitutives figure une déclaration notariée qui aux termes de l'art. 1 § 4 de la loi de 1867 est faite par le gérant et à laquelle sont annexés (§ 5) la liste des souscripteurs, *l'état des versements effectués* et une expédition de l'acte de société.

L'article 24 de la loi de 1867 fait allusion à cette déclara-

1. La jurisprudence est unanime dans ce sens. Lyon 11 août 1882 D. 83. 2. 121. Lyon, 14 juin 1895 S. 96. 2. 213. Trib. Seine 16 mai 1887. *Journal des sociétés* 1888 p. 206 Paris, 19 mars 1912. *Revue des Soc.* 1912, p. 331.

ration notariée pour dire qu'elle sera soumise à la première assemblée générale.

Certains ont tiré argument de ces textes pour déclarer que les versements libératoires devaient avoir été effectués avant la déclaration notariée puisque les fondateurs, aux termes de l'article 24 se reportant à l'article 1 devaient en tenir compte dans la dite déclaration.

Cette objection qui se fonde sur une argumentation purement littérale n'a pas arrêté la jurisprudence qui s'est prononcée dans le sens indiqué plus haut. D'ailleurs il est permis de trouver dans les textes mêmes invoqués par les partisans de la théorie en vertu de laquelle la libération doit avoir lieu avant la déclaration notariée, un argument qui se retourne contre eux.

L'article 1, § 5 dit en effet que l'on déclarera « l'état des versements effectués ». Il ne faut pas déduire de ces termes que tous les versements prescrits par la loi doivent avoir eu lieu ; la libération légale peut encore n'être pas complètement terminée : ce que l'article 1, et après lui l'article 24, exigent c'est la constatation notariée de l'état dans lequel elle se trouve, du point où l'on en est.

### **Sanction de la règle d'antériorité de la libération.**

Dans la loi de 1867 la sanction de la règle d'antériorité de la libération était rigoureuse. Du moment que les versements exigés par la loi n'avaient pas été effectués, la société était nulle. Cette nullité était d'ordre public

et ne pouvait se couvrir ni être ratifiée. La société qui lors de sa constitution présentait une irrégularité de nature à en entraîner la nullité, était sous le coup d'une action pendant toute la durée de son existence. Même une rectification postérieure du vice qui l'entachait ne pouvait lui assurer la sécurité<sup>1</sup>.

Le législateur de 1893 s'est à juste titre inquiété de ces inconvénients. Dans l'article 8 nouveau de la loi de 1867, il a posé un principe nouveau. Les nullités pour vice de constitution ont changé de caractère, une rectification et une prescription sont devenues possibles. La libération des actions intégralement ou dans la proportion fixée par la loi, qui avant 1893 était une formalité essentielle sanctionnée par une nullité absolue, demeure toujours indispensable mais peut être maintenant couverte ou rectifiée. Elle est couverte lorsque 10 ans se sont écoulés. Le § 5 de l'article 8 nouveau déclare en effet que les actions en nullité contre les actes constitutifs des sociétés sont prescrites par 10 ans. Elle peut aussi être rectifiée, mais le législateur pose une

1. M. Wahl fait remarquer les inconvénients de cette règle en ces termes : « La prescription de l'action en nullité ne courait jamais car la prescription est une ratification tacite et il ne peut y avoir ratification d'une nullité d'ordre public. De même les intéressés ne pouvaient ratifier valablement. Il n'y avait moyen de réparer la nullité comme une donation ou une hypothèque sous seings privés, la société nulle en la forme devait être refaite dans la forme légale. Mais cette réfection n'était pas rétroactive; elle n'empêchait pas les actions en nullité de suivre leur cours. » Dans ces conditions et en raison du grand nombre et de l'importance des formalités exigées, les sociétés se trouvaient constamment sous le coup d'une action en nullité. S'il y avait irrégularité, la nullité devait nécessairement être prononcée quoique l'irrégularité eût disparu et que la société fût prospère. Des chantages étaient constants, on achetait une action dans le but seul de demander la nullité et au besoin de rétrocéder cette action et de perdre ainsi la qualité qui permettait de demander la nullité moyennant une indemnité versée par la société. » — V. Wahl, *op. cit.* traité éd. 1922 p. 226.

condition à cette rectification : « L'action en nullité... n'est plus recevable lorsque *avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister* (art. 8, § 3). Il suffira donc aux administrateurs de devancer l'assignation en nullité. D'ailleurs, ils n'auront pas besoin, pour bénéficier d'une fin de non-recevoir contre l'action en nullité, d'avoir dans tous les cas réparé le vice avant l'introduction de la demande. Il en sera ainsi dans le cas où cette rectification fait partie des attributions des administrateurs. Mais si au contraire il s'agit d'une mesure qui doit être votée en assemblée générale, la loi de 1893 a pris le soin de déclarer que : «...si pour couvrir « la nullité une assemblée générale devait être convoquée, « l'action en nullité ne sera plus recevable à partir de « la date de la convocation régulière de cette assemblée » (art. 4, § 4).

Ces prescriptions nouvelles des lois sur les sociétés rendent pratiquement très rares les actions en nullité pour défaut de libération préalable. Elles enlèvent à la nullité organisée par la loi du 1867 son caractère de rigueur absolue, et, en permettant aux administrateurs de réparer des irrégularités qui ont pu se glisser à l'insu des fondateurs dans les formalités compliquées de constitution, elles apportent à l'organisation sociale la souplesse et la sécurité qui lui sont nécessaires.

---

## CHAPITRE II

### **De l'époque où les versements libératoires deviennent disponibles**

---

La libération totale ou partielle, suivant les cas; des actions de numéraire n'est pas une formalité dont l'accomplissement seul soit exigé par le législateur sans que celui-ci s'occupe du sort des fonds ainsi versés. Les sommes libérées avant la constitution de la société doivent demeurer à sa disposition jusqu'à l'instant de sa constitution définitive. La libération des actions de numéraire est donc un état que l'on pourrait qualifier de permanent pendant toute la durée de gestation de la société en formation. Il est interdit de faire emploi des sommes obtenues qui doivent demeurer à la disposition de l'organisme futur.

L'intérêt pratique de cette règle est considérable, car il est des frais de première nécessité que les fondateurs peuvent être appelés à faire dans l'intérêt de la société future. Ils seraient tout naturellement incités à les prélever sur les sommes qui leur ont été versées en libération totale ou partielle des actions souscrites. Malgré ce raisonnement qui paraît normal et cet usage des

fonds versés qui pourrait sembler naturel le législateur n'a pas voulu que les fonds obtenus grâce à l'obligation de la libération préalable soient entamés.

La question s'est surtout posée en pratique pour les différentes courtages, commissions ou autres rémunérations que des tiers, ayant servi d'intermédiaires pour l'obtention de souscriptions aux actions de la société nouvelle, prétendaient prélever directement sur les fonds versés.

C'est ainsi que des banquiers chargés du placement des actions d'une société en formation et s'étant fait verser les fonds nécessaires à la libération légale des titres souscrits ont voulu retenir de leur propre autorité le montant des commissions qui leur revenaient avant de verser les fonds dans la caisse sociale.

La jurisprudence a toujours refusé d'admettre cette prétention. La loi veut en effet qu'au moment où elle se constitue la société ait en caisse, ou en compte courant chez son banquier, une somme liquide au moins égale au minimum de libération.

La doctrine partage généralement l'opinion de la jurisprudence et des auteurs considérables se prononcent dans le même sens qu'elle. Pourtant il en est de dissidents qui voudraient qu'une distinction fût apportée

1. De nombreux arrêts en ce sens. Cr. 17 juillet 1885 D. 86. I. 273 et note Benoist. Reg. 2 mai 1887. D. 87. I. 198 28 octobre 1901 Sir. 1904. I. 37, 26 octobre 1905. *Journ. des Sociétés* 1906, p. 266, Paris 24 janvier 1902. *Journ. Sociétés* 1902, p. 297, Paris, 17 juin 1904 et 22 décembre 1905, D. 1907. I. 152 et note Boutaud.

Houpin, t. I. n° 460 Lacour, *Traité de Droit commercial* n° 433. — Thaller et Pic, *Traité*, E. 2. N° 903. — Gouaud, *Traité des sociétés par actions*, E. I. n° 136.

et que la défense de prélever toute commission sur le montant des sommes versées fléchit en certains cas. Pourvu que l'opération soit sincère, que la commission stipulée n'ait rien d'excessif et soit conforme aux usages des banques, rien ne s'oppose, selon ces auteurs, à ce que le banquier dépositaire des fonds prélève ce qui lui est dû sans attendre la constitution définitive<sup>1</sup>.

Cette seconde opinion peut être appuyée d'arguments en sa faveur, mais soulève aussi contre elle des objections sérieuses.

On peut songer à faire remarquer qu'il n'existe dans la loi aucune prohibition d'un prélèvement effectué par l'intermédiaire.

La loi de 1867, modifiée en 1893, réclame en effet le versement anticipé d'une certaine quotité du capital souscrit mais n'édicte nullement l'obligation de conserver ce capital sans y toucher jusqu'au moment où l'organisme en formation est définitivement constitué.

Mais bien qu'il n'existe pas d'obligation précise en ce sens dans les articles de la loi qui parlent de la libération des actions, la doctrine a pourtant trouvé un fondement légal à l'obligation de conserver intégralement le capital libéré pour le remettre aux premiers administrateurs de la société sans que la moindre atteinte y ait été portée.

MM. Thaller et Pic déclarent qu'il convient de re-

1. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.* E. 2. n° 700. Arthuys, *op. cit.*, t. I, n° 337. Un arrêt dissident de la Cour de Paris du 1<sup>er</sup> août 1888. *Rev. Société* 1889, p. 10 s'oriente aussi en ce sens.

marquer que jusqu'à la constitution définitive les fondateurs seront comptables vis-à-vis des souscripteurs des sommes par eux versées, sommes qui devront leur être restituées *intégralement*, sans aucune déduction à raison des frais déjà exposés, si la condition prévue, à savoir la formation escomptée de la société, vient à défaillir. C'est alors seulement que celle-ci, s'extériorisant en quelque sorte, va pouvoir se substituer aux lanceurs de l'affaire et prendre à sa charge les dépenses antérieures dûment justifiées qui seront inscrites à un compte spécial dit de premier établissement<sup>1</sup>.

Cet argument ne manque pas de force. Sans doute si l'on prévoit l'échec du projet des fondateurs, ceux-ci se trouvent obligés à une restitution intégrale des capitaux versés. Ils ne sauraient déduire des sommes ainsi restituées le montant de la commission de banque ou de frais de première installation et de lancement de l'affaire. Mais le tort de cette objection c'est de ne point être générale et de n'intervenir que dans les hypothèses où la société n'a pu être définitivement constituée. C'est là un cas exceptionnel, la norme c'est que l'entreprise des fondateurs aboutisse à une fin satisfaisante. La société ne répondra peut-être pas à leurs espérances, mais elle sera constituée quand même. La question de la restitution du capital libéré ne se posera alors pas et l'objection que l'on croit en tirer contre un emploi préalable des fonds libérés tombera d'elle-même.

1. Thaller et Pic 2 n° 903, *op. cit.* Chéron notes sous Dal, 1915. 2. X 25. Rousseau n° 1699.

Cette objection est donc toute relative et il n'est pas difficile d'invoquer en sens inverse un argument d'une nature analogue.

On peut faire remarquer par exemple qu'indépendamment de l'obligation de restituer intégralement le montant de la libération en cas d'échec, les partisans de l'interprétation rigoureuse et sévère des obligations des fondateurs s'appuient, pour leur ôter toute faculté d'employer eux-mêmes les fonds obtenus avant la constitution définitive, sur la nécessité de remettre aux premiers administrateurs une somme égale au minimum légal de libération. C'est l'idée que nous développons plus haut. Mais il est aisé de tourner cette prescription. Les fondateurs de la société n'auront qu'à stipuler un versement supérieur au quart<sup>1</sup>. Les premières dépenses pourraient alors être prélevées sur la portion du capital versé dépassant le minimum légal et ainsi la société, au moment de sa constitution, trouverait toujours à sa disposition le minimum légal.

Ce n'est là encore qu'un moyen approximatif de concilier les deux thèses en présence. Il ne peut d'ailleurs être employé dans toutes les hypothèses. Ainsi, il sera impossible d'avoir recours à lui dans le cas où la libération doit être intégrale et où par conséquent le minimum légal serait à la fois un maximum qui devra être mis à la disposition de la société définitivement constituée.

1. Bien entendu nous raisonnons dans l'hypothèse où il s'agit d'actions de 100 fr. au moins sur lesquelles on n'a à verser que 25 fr. sans qu'il y ait de controverse à ce sujet.

L'aspect du problème est loin de se simplifier si l'on considère que l'autorisation d'effectuer certains prélèvements sur les capitaux versés en représentation du montant légal de libération préalable peut donner lieu à des abus. Les partisans de la théorie qui admet ces prélèvements déclarent, il est vrai, qu'ils ne doivent pas être excessifs et qu'ils doivent présenter un caractère indispensable. Mais ce n'est là qu'une pure considération de fait, une simple question d'appréciation personnelle à propos de laquelle il est impossible d'instituer ou de dégager une règle générale et d'une application réalisable. Quand devra-t-on dire qu'un prélèvement est excessif ?

L'importance du prélèvement pouvant être toléré sera en fonction d'une foule d'éléments. Importance du capital souscrit, but du prélèvement, coefficient de libération adopté dans les statuts, etc...

L'appréciation du caractère abusif d'un prélèvement sera une question d'espèce. Que de difficultés d'ailleurs ne fera-t-il pas naître ? Les fondateurs peuvent hésiter à le consentir, les tiers le réclamer avec insistance, ce sera là une première source de conflit. Ou bien encore les fondateurs peuvent s'y prêter trop facilement, aucune assemblée n'existe encore qui puisse contrôler leur autorisation, mais plus tard, à la constitution définitive, l'assemblée générale peut ne pas partager le point de vue et les raisons qui ont déterminé les fondateurs, d'où nouvelle source de conflit.

Le problème est donc très complexe. L'intérêt qui s'attache à la question est que les fondateurs pourraient

plus facilement s'assurer les concours qui leur sont nécessaires pour lancer leur société s'ils pouvaient permettre aux intermédiaires leur venant en aide de prélever sur les sommes recueillies le montant de leur commission.

Il est certain que les banquiers, courtiers ou autres intermédiaires s'intéresseraient davantage à une affaire nouvelles s'ils étaient assurés de retirer un bénéfice immédiat des souscriptions qu'ils auraient obtenues. Ces intermédiaires ne sont d'ailleurs pas les seuls intéressés à l'autorisation des prélèvements. D'autres créanciers des fondateurs, par exemple ceux qui ont loué leurs services ou leurs biens pour le premier établissement de la société en formation, trouveront également intérêt à l'autorisation de se faire payer sur les fonds versés en libération des actions. Et il est à craindre que la brèche une fois ouverte il n'y passe trop de monde et que de nombreux créanciers prétendent, pour des raisons diverses, se faire payer sur les fonds versés en libération des actions souscrites avant constitution définitive de la société.

Le jeu des forces contraires qui s'affrontent sur ce point sous la forme de deux théories opposées semble en définitive se stabiliser en un point d'équilibre que la doctrine a découvert et que la jurisprudence semble adopter.

Théoriquement pourrait-on dire, il ne suffira pas que les fonds versés existent en nature aux mains du fondateur lorsque ce dernier fait la déclaration notariée de souscription intégrale et de versement. Ces fonds

doivent continuer à être à la disposition de l'être moral en formation jusqu'au jour où, définitivement constituée, la société pourra en faire tel usage que bon lui semblera.

En théorie, les fonds versés doivent donc rester intacts jusqu'à la constitution définitive et tout prélèvement fait entre temps, est illicite et de nature à entraîner la nullité de la société et M. Copper Royer<sup>1</sup> déclare : « Il en serait ainsi du paiement qui serait  
« fait pour la conservation d'un apport, du paiement  
« anticipé de la commission de banque, encore hypothétique quant à son principe, que le fondateur est  
« dans l'intention de solliciter à son profit de l'Assemblée constitutive. »

Mais ce n'est là qu'une pure assertion de principe. Cette nullité n'est qu'une nullité relative, temporaire et fugace.

L'article 8 nouveau de la loi de 1867 modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893, déclare que les actions en nullité contre les actes constitutifs des sociétés anonymes ne peuvent plus être introduites si la cause de nullité a disparu ou si une assemblée générale a été convoquée pour réparer le vice de constitution.

Dès lors en supposant même que les prélèvements effectués sur les fonds versés en libération des actions souscrites soient une cause de nullité, il sera aisé d'empêcher la survenance de tout danger pour la société. Toute cause de nullité disparaîtra dès que la société aura été définitivement constituée et que l'Assemblée

1. Copper Royer, *Traité des Sociétés anonymes*, Paris, 1919 E. I. p. 180  
n° 64.

constitutive aura approuvé la commission de banque et donné mandat à son Conseil d'administration de la payer, et sitôt que le Conseil, reconnaissant l'utilité des dépenses engagées par les fondateurs dans l'intérêt de l'*infans conceptus* qu'était alors la société en formation, aura décidé de passer dans la comptabilité sociale les dépenses ainsi faites<sup>1</sup>.

Cette solution est judicieuse mais comme toutes les opinions éclectiques qui veulent ménager et utiliser à la fois les thèses contraires qui s'affrontent elle ne constitue qu'une demi-mesure.

Les fondateurs pourront sans doute prélever sur les fonds versés, les sommes nécessaires au paiement des premières dépenses, mais ils effectueront ce prélèvement sous leur responsabilité. Ils n'ont pas à proprement parler le droit de le faire, ils n'en ont que la faculté et leur acte est soumis à l'approbation ultérieure de l'assemblée générale. Tant que cette ratification n'aura pas été obtenue et accordée avant toute action en nullité, il n'existe qu'un droit purement conditionnel exposé à la réalisation de la condition résolutoire que constituerait le refus d'approbation par l'assemblée

1. Copper Royer, *op. cit.*, t. I, p. 160 n° 64. Cette solution paraît avoir obtenu aussi l'agrément de M. Houpin qui après avoir hésité finit par l'adopter expressément en ces termes : « Mais nous considérons que l'irrégularité résultant des prélèvements effectués sur le premier quart avant la constitution de la société sera réparée si, avant toute demande en nullité, les administrateurs de la société avaient approuvé et porté en dépenses les prélèvements et porté en recettes le montant du premier quart. C'est là une application de l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 (qui modifie l'art. 8 de la loi du 24 juillet 1867) » — V. Houpin, *op. cit.*, t. I n° 460. — V. aussi Vavas seur, *op. cit.* n° 396 *ter*.

générale ou une action en nullité devançant cette approbation<sup>1</sup>.

Mais presque toujours, l'Assemblée nommera pour premiers administrateurs les fondateurs mêmes de la société nouvelle qui se seront réservé généralement une partie des actions. Elle ne refusera pas non plus, leur ayant accordé sa confiance pour diriger dans l'avenir l'organisme nouvellement créé, d'approuver aussi leurs actes dans le passé.

Pourtant, il pourrait se faire, en théorie plus qu'en pratique, que l'assemblée générale n'accorde pas sa confiance aux fondateurs et refuse d'approuver les dispositions qu'ils ont prises pour le paiement des dépenses de premier établissement.

On peut se demander alors qui supportera la responsabilité des prélèvements effectués sur le montant de la libération. Les fondateurs seront très certainement tenus à restitution, en principe, et peut-être

1. Nous parlons de cette action en nullité par souci d'école et dans le seul désir d'examiner complètement les hypothèses qui peuvent se présenter. En réalité l'alternative de cette action en nullité de la société ne nous paraît guère redoutable. Pour qu'une action en nullité soit possible et présente un intérêt il faut que la société ait été définitivement constituée. Or, cette constitution définitive aura lieu précisément le jour où l'assemblée générale aura nommé les premiers administrateurs et que ceux-ci auront accepté le mandat qui leur est conféré. Les dépenses effectuées pendant la période de formation pourront être ratifiées par cette assemblée générale qui couvrira ainsi la cause de nullité pendante. Il faudrait que l'assemblée omette ou refuse cette approbation pour que l'action en nullité basée sur un prélèvement illicite effectué sur les sommes versées pût être introduite contre la société définitivement constituée.

C'est aux fondateurs à ne pas oublier les précautions nécessaires et soumettre leurs prélèvements à l'assemblée générale qui nomme les administrateurs. En pratique d'ailleurs il ne nous paraît guère possible qu'ils oublient de le faire puisqu'ils sont forcés de rendre compte à l'assemblée des opérations de constitution et des fonds versés en libération de tout ou partie du capital souscrit.

pourront-ils soutenir aussi que la nullité du prélèvement opère *erga omnes*. L'acte en lui-même étant nul, le tiers banquier, courtier ou toute autre personne qui y aurait été partie se trouvera également atteint par cette nullité.

Cette déduction personnelle nous paraît conforme aux principes. Le prélèvement avait été effectué sous condition de ratification par l'assemblée générale vérifiant les souscriptions et la libération. La non-ratification constitue une véritable condition résolutoire qui affecte l'acte tout entier. Lorsque la condition résolutoire échoit, tout l'acte est annulé et l'annulation produira ses effets à l'égard de tout le monde<sup>1</sup>.

1. Voir sur la nullité sanctionnant les formalités constitutives de sociétés, Wahl, *Traité. op. cit.* éd. 1922. 3<sup>e</sup> partie, chapitre III, section III,

## LIVRE III

### **Les modes de libération**

Cette partie de notre ouvrage sera celle où nous nous trouverons le plus aux prises avec les difficultés pratiques. Il ne s'agit plus en effet de se prononcer sur des principes théoriques et des concepts juridiques abstraits comme ceux que nous avons rencontrés dans notre Livre I.

Il nous faut maintenant entrer de plus en plus dans le détail pratique des opérations de libération préalable des actions de numéraire et examiner attentivement les modes effectifs de la réaliser.

Les mille procédés de règlement que les progrès financiers du siècle mettent à la disposition des débiteurs ne pourront pas être employés indifféremment par les souscripteurs d'actions pour libérer la quotité fixée par la loi. C'est qu'en effet, il est de principe indiscutable et certain que la libération doit être effective et sincère et il est à craindre, qu'en se servant de quelque mode à demi fictif de règlement, les souscripteurs ne s'acquittent pas avec toute la sincérité requise de leur dette et qu'il subsiste entre leurs mains quelque moyen de

se reprendre ou d'entraver une libération définitive en apparence.

La manière de procéder à la libération des actions souscrites du montant légal prévu par la loi peut être examinée en trois chapitres.

*I. — Qui doit faire le versement libératoire ? » —*

Section I. Libération par l'actionnaire. — Section II. Libération par un tiers.

*II. — A qui doit être fait le versement libératoire ?*

*III. — Comment peut être réalisé le versement libératoire ? . —* Section I. Versement en numéraire ou en valeurs assimilées. — Section II. Procédés bancaires de libération. — Section III. Procédés complémentaires de libération .

## CHAPITRE PREMIER

### QUI DOIT FAIRE LE VERSEMENT LIBÉRATOIRE?

#### Section I. — Le principe de la libération effectuée par l'actionnaire

Aux termes de l'article I de la loi de 1867 reproduit sur ce point par la disposition correspondante de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893, le versement préalable à la constitution est imposé à *chaque actionnaire*.

Ces mots ont servi de base à tout un système juridique d'interprétation étroite et rigoureuse.

C'est chaque actionnaire individuellement qui doit opérer le versement libératoire prescrit par la loi. On ne saurait déclarer que quelques actionnaires seulement peuvent être autorisés à prendre à leur charge la totalité de la libération correspondante aux souscriptions obtenues avec pour seule condition, que le versement libératoire ainsi effectué par quelques personnes à la place d'une multitude atteigne bien le montant minimum prescrit par la loi.

Il n'est pas douteux que l'on puisse songer à soutenir qu'un tel procédé de libération ne cause aucun préjudice à la société en formation, puisqu'elle retrouvera bien dans son portefeuille, au moment de sa constitution définitive, le capital libéré que le législateur a voulu lui assurer.

Mais quelle que soit la force de ce raisonnement elle n'a pas arrêté la doctrine et la jurisprudence. Ce n'est pas au seul point de vue du total de numéraire que recueille la société qu'il faut se placer. Si la loi a prescrit le versement par chaque actionnaire, ce n'est pas dans l'unique désir d'assurer le versement effectif du minimum légal de libération, c'est aussi dans le souci d'écarter toute souscription de complaisance, manquant de sincérité ou inspirée seulement par des idées de spéculation ou d'agiotage. En forçant chaque actionnaire à effectuer lui-même le versement requis sur ces titres, on évite les souscriptions peu sincères et peu sérieuses. La jurisprudence et la doctrine déclarent toutes deux unanimement que la société est nulle si quelques-uns des souscripteurs n'ont pas fait sur leur propre sous-

criptions le versement exigé d'eux, alors même que les versements des autres souscripteurs mettraient à sa disposition une somme égale ou même supérieure à la portion du capital social que la loi a entendu assurer à la société au début de ses opérations<sup>1</sup>.

Il faut ajouter même qu'il n'est nullement nécessaire qu'il y ait *quelques* souscripteurs qui n'aient pas versé par eux-mêmes. Nous croyons que la nullité serait encourue quand même on ne pourrait faire ce reproche qu'à un seul d'entre eux.

La jurisprudence et la doctrine ont même été plus sévères, elles sont décidé que la libération requise par la loi devait être individuelle, non seulement à l'égard de chaque souscripteur mais aussi à l'égard de chaque action.

Cette réserve signifie que le souscripteur de plusieurs actions n'est pas libre de verser une somme globale égale au quart du total des actions en laissant les fondateurs répartir cette somme selon leur gré, libérant entièrement certaines actions et ne versant rien sur d'autres. Ce n'est pas le lot d'actions appartenant à un même souscripteur qui doit être libéré du quart mais bien chaque action séparément<sup>2</sup>.

1. Requête 17 décembre 1891, *Journ. Soc.* 95 p. 202. Crim. 21 février 1904 D. 1905 I. 17 et note Le Poittevin. Paris, 19 mars 1883 D. 83. 1. 425; 26 juillet 1887 D. 88. 2. 145, 28 juin 1888 D. 90. 2. 325, 11 juillet 1914 D. 1917. 2. 74. Trib. com. Seine 9 déc. 1903, *Journ. Soc.* 1904. p. 222.

Boistel *Traité* n° 250. Vavasour, *op. cit.* n° 391. Lyon-Caen et Renault *et op. cit.* E. 2. n° 696. Houpin *op. cit.* E. 1. n° 109. Rousseau E. 1. n° 1699 *bis*. Thaller et Pic, *Les Sociétés*, E. 2 n° 896.

2. Deux décisions dessinent cette règle mais d'une façon qui manque un peu de précision à notre avis. Elles se sont contentées de dire d'une

La jurisprudence est même très sévère sur l'application de la règle que la libération des actions souscrites constitue une obligation personnelle dans laquelle une autre personne ne saurait se substituer au véritable débiteur. Elle est même allée jusqu'à prohiber et interdire le versement en libération d'actions souscrites qu'un actionnaire ferait spontanément pour le compte de l'autre. Cette prohibition est toujours motivée par la même méfiance à l'égard des versements effectués par une personne substituée à une autre et qui pourraient dissimuler quelque manœuvre de spéculation<sup>1</sup>.

Il est nécessaire de bien préciser le sens et la portée de cette obligation personnelle de libération que la jurisprudence met à la charge du souscripteur. Après avoir repris et examiné minutieusement toutes les décisions importantes rendues en cette matière, nous en sommes arrivés à la conclusion suivante que nous exposons dans cette section, quitte à la reprendre et à l'illustrer dans la section suivante.

Ce que les juges et les auteurs réclament en se fondant sur la lettre de la loi, c'est que les fonds qui seront versés pour la libération totale ou partielle des actions souscrites émanent bien du patrimoine du souscripteur. Il faut que cette libération corresponde à une transformation effective et non déguisée de la composition

façon générale « est irrégulièrement constituée la société anonyme dont toutes les actions de numéraire n'ont pas été libérées ». — Trib.com. Lyon, 28 mai 1907. *Journ. des Sociétés* 1908, p. 268, *Of. Trib.com.* Seine, 8 déc. 1910. *Journ. des Soc.* 1911, p. 314.

1. Voir cette décision, arrêt précité du 26 juillet 1887 D. 88. 2. 145 et la note de M. Sarrut.

de son patrimoine. Du numéraire ou des valeurs remplissant le même rôle d'échange doivent sortir du patrimoine du souscripteur pour être remplacé par les valeurs acquises, totalement ou partiellement libérées. Mais nous ne croyons pas que la loi et après elle la jurisprudence et la doctrine, permettent de dire que l'acte matériel du versement libératoire doive être effectué lui-même par le souscripteur en personne. Le paiement par un tiers demeure permis, mais il faut entendre ici le mot paiement dans le sens particulier d'opération matérielle, consistant à verser une somme en échange de l'acquisition d'une chose ou de l'exécution d'une obligation.

Cette distinction très nette entre la source des fonds libératoires et la remise matérielle ou virtuelle de ces fonds doit être constamment présente à l'esprit si l'on veut s'expliquer aisément et comprendre certaines décisions qui, en apparence, sont contradictoires. En effet, des auteurs et certains ouvrages<sup>1</sup> déclarent, à quelques numéros d'intervalle et quelquefois dans la même page, que le versement ne peut être effectué par un autre que par l'actionnaire lui-même, et, oubliant la règle qu'ils viennent de poser ainsi d'une façon en apparence aussi catégorique et générale, ajoutent un peu plus loin que le « versement peut-être effectué par un tiers ».

Cette assertion n'a rien d'erroné et de contradictoire, mais il s'agit simplement de bien préciser le sens des

1. V. notamment Pic, *Traité des Sociétés*, n° 2468 et 2484.

mots versement ou libération qui se trouvent employés d'une façon amphibologique.

En effet, lorsque ces auteurs commencent par déclarer d'une manière formelle que le versement préalable ou la libération des actions ne peuvent être effectués par une autre personne que l'actionnaire, ils visent l'origine ou la propriété des fonds versés en libération. Ceux-ci ne peuvent en effet provenir d'un autre patrimoine que celui du souscripteur. Toutes les décisions que nous venons de signaler et les règles qu'elles nous ont permis de dégager le montrent bien. La libération par une autre personne que le souscripteur est interdite si c'est cette autre personne qui prendra sur son patrimoine le montant des sommes à verser en libération des actions souscrites.

La jurisprudence et la doctrine refusent d'admettre l'appauvrissement d'un patrimoine dont les fonds sont retirés pour libérer des actions qui reviendront, du moins en apparence, à un autre qu'au propriétaire de ce patrimoine. On n'exécute pas pour autrui sur ses propres biens, ou alors c'est qu'on y a quelque intérêt caché et peut-être frauduleux. C'est le raisonnement qui a présidé à l'institution de la règle qui fait l'objet de cette section. Il y a donc une obligation personnelle de libérer, en entendant toutefois par là une obligation de retirer de son propre patrimoine les fonds destinés à cette libération. Mais cette règle ne signifie nullement que l'on ne puisse se substituer un tiers dans l'accomplissement matériel de l'opération de la libération préalable.

L'étude de cette substitution fait l'objet de la section suivante.

## **Section II. — La libération effectuée par l'entremise d'un tiers.**

Il n'y a aucune contradiction à déclarer après avoir formellement posé la règle de l'obligation *personnelle* de libérer, que cette obligation peut-être accomplie par l'entremise d'un tiers. Il suffit pour expliquer cette situation de faire appel aux règles du mandat.

Toutes les fois, en effet, que le tiers payant pour le compte du souscripteur pourra être considéré comme le mandataire de ce dernier, la libération effectuée par son entremise matérielle sera valable. C'est ainsi que le souscripteur pourra parfaitement remettre les fonds destinés à la libération préalable à un de ses employés ou préposés pour qu'il en effectue le versement entre les mains des fondateurs de la société ou de leur banquier.

D'ailleurs, en pratique le nom même du préposé ne figurera pas dans la mention de la libération, la quittance de libération et les récépissés seront établis directement au nom du souscripteur. Les effets du mandat se reportent en effet *ipso facto* sur la tête du mandant. Le mandataire n'est qu'un instrument, un moyen de transmission ou d'exécution de la volonté du mandant. En réalité, bien qu'on dise en pareille hypothèse que le versement a été effectué par un tiers, il n'en est rien. Le versement a été bel et bien effectué par le souscrip-

teur, la personnalité de son mandataire n'est pas distincte de la sienne, elle se confond avec elle.

Dans les usages modernes, un mode particulier de versement par un tiers devait surtout donner lieu à des décisions judiciaires. C'est la libération d'actions qu'un souscripteur effectue par l'entremise de son banquier.

Le souscripteur peut en effet avoir un dépôt en banque et plutôt que de retirer lui-même de son compte la somme nécessaire à la libération des actions qu'il a souscrites et de la porter aux fondateurs de la société nouvelle, il aime mieux donner l'ordre à son banquier de payer pour lui. La validité de ce versement par intermédiaire n'est pas contestable lorsqu'il a été fait avant la constitution de la société. Aussi doit-on considérer comme ayant le caractère d'une libération régulière *le fait par un banquier d'avoir crédité sur ses livres vis-à-vis de la société un souscripteur dont il a reçu les fonds nécessaires à cet effet, ou auquel il les a avancés, ou envers qui il était débiteur en vertu d'une cause antérieure, lorsque ce virement a été suivi de la part du même banquier d'un versement effectif au nom de la société*<sup>1</sup>.

M. Wahl s'exprime en ces termes et ces mots reflètent

<sup>1</sup> 1. Il existe sur ce point une jurisprudence nombreuse et bien établie Lyon, 11 août 1882 D. 83 2. 121. Paris 28 mai 84. D. 86. 2. 177; Bordeaux 20 mai 1886. D. 87, 2. 115; Riom, 15 déc. 1886, D. 87 2. 246, Paris 18 mars et 28 juillet 1887 D. 88 2. 129, 26 juillet 1887 précité, 24 novembre 87. D. 88. 2. 293. Cass. 20 nov. 1888 D. 90. 1. 157; Paris, 17 juin 1890, Journ. Soc. 90, p. 439. Civ. 13 février 1894 D. 94. 1. 165

Pont, *Traité* n° 889.

Boitel, *Traité* n° 250.

Lyon-Caen et Renaud, *op. cit.*, E 2, n° 701.

Houpin, E, 1, n° 112.

bién l'opinion unanime en cette matière. « Le virement chez le banquier du compte d'un client souscripteur au compte de la société n'est pas interdit si les fonds virés étaient disponibles au compte du client, c'est-à-dire pouvaient être immédiatement réclamés<sup>1</sup>. »

Les fonds virés peuvent d'ailleurs se trouver entre les mains du banquier de différentes façons. La formule que nous avons employée plus haut prévoit d'ailleurs la provenance variée de ces fonds, dont le virement suffira à accomplir la libération prescrite par la loi.

Ils peuvent provenir d'un compte de dépôt, d'une ouverture de crédit ou de toute autre dette du banquier envers le souscripteur. Aucune différence ne paraît être faite à ce sujet et la formule employée par la jurisprudence est aussi générale que possible.

Le virement de compte est donc un procédé régulier de libération, bien qu'il consiste uniquement en un simple jeu d'écritures, il suffit qu'il soit l'équivalent d'un versement en numéraire.

Lorsque les fondateurs sont en même temps les premiers souscripteurs et qu'ils possèdent un banquier commun, sur les livres duquel ils sont crédités de sommes égales au moins à celles qui leur sont nécessaires pour libérer le minimum légal sur les actions qu'ils ont souscrites, un simple jeu d'écritures suffira. Il s'opérera alors une véritable tradition *brevi manu*, en vertu de laquelle les souscripteurs seront débités des sommes qu'ils ont dû verser pour la libération des titres sous-

1. Wahl, *op. cit.*, n° 674, n° 214. V. aussi un arrêt de la Chambre civ. mars 1894 S. 96, I. 269. D. 94. I. 465 note Boistel.

crits et l'organisme social crédité d'autant. L'opération sera entièrement régulière, bien qu'il n'y ait eu aucun déplacement matériel de numéraire qui n'aurait d'ailleurs servi à rien. Ainsi que le déclarent MM. Thaller et Pic<sup>1</sup> « retirer les sommes par un guichet et les faire rentrer à la même caisse par un guichet différent serait une pure comédie. »

Cette hypothèse, prévue d'ailleurs par les auteurs et admise par la jurisprudence<sup>2</sup> est en quelque sorte l'hypothèse où l'on voit le mieux apparaître le rôle du tiers dans la libération des actions de numéraire des sociétés anonymes. Le même banquier est à la fois le mandataire de chacun des souscripteurs fondateurs et celui de la future société. Pourtant la validité du virement qu'il effectuera sur ses livres en représentation de la libération exigée par la loi est soumise à une condition essentielle.

Pour équivaloir à paiement le virement de compte doit avoir pour effet de mettre *réellement* les fonds à la disposition de la société. L'affectation de ces fonds à la société doit être continue et emporter dessaisissement de la part du banquier devenu simple détenteur des dits fonds pour le compte de la société.

Paris, 2 février 1914, *Journ. des sociétés*, 1915, p. 167. On ne saurait donc tenir aucun compte d'une

1. Thaller et Pic, *op. cit.* n° 523.

2. Civ. 19 mars 1894, *op. cit.*

Crim. 3 juille 1914, *Journ. Soc.* 1916 n° 76, Douai 24 janvier 1899 D. 1900. 2. 313 Paris 10 juillet 1902, *Journ. soc.* 193, p. 250 avec une note de M. Wahl, 22 juin 1912, *Gaz. Soc.* 1914, p. 383 avec une note de M. Dolbeau.

Houpin, *op. cit.* E. 1. n° 450.

Thaller et Pic. *op. cit.* n° 907.

passation d'écritures entachée de fraude et effectuée en vertu d'un concert dolosif entre des fondateurs insolvable et une banque complice ne disposant pas en réalité des fonds correspondant au versement dû sur les titres<sup>1</sup>.

Ainsi donc, la condition essentielle à laquelle il faudra veiller lorsque la libération des actions souscrites s'opérera par l'intermédiaire d'un tiers banquier ou autre c'est que les versements existent et ne soient pas frauduleusement fictifs. Le caractère de cette libération sera d'ailleurs très attentivement examiné par les juges du fond qui jouissent à cet égard d'un pouvoir souverain d'appréciation<sup>2</sup>.

Ces règles du droit positif en ce qui concerne le versement libératoire effectué par l'entremise d'un tiers, bien que fort judicieuses dans leur principe, soulèvent pourtant deux critiques.

Il est à regretter que la jurisprudence de la Cour suprême se soit prononcée dans le sens d'une trop grande liberté d'appréciation des juges du fait. Il aurait été désirable, nous semble-t-il, qu'elle se servît d'un de

1. Paris 25 janvier 1902. *Gaz. des Trib.* 12 février 1902. Rouen 26 juillet 1912. *Gaz. soc.* 1913 p. 26. Il s'agit dans cet arrêt de la célèbre affaire Rochette.

La première affaire Rochette constitue d'ailleurs un exemple que l'on pourrait qualifier de classique de constitution frauduleuse. — V. à ce sujet De Folleville, rapport à la Chambre 21 mai 1911. Documents parlementaires Chambre n° 314. Mack. *Revue des Sociétés*, 1910, p. 421. Thaller et Pic E. 2. p. 294, note 1.

2. Cf. notamment Reg. 13 nov. 1876 D. 78. I. 6. Civ. 19 mars 94 précité. 21 novembre 1895. D. 95. I. 112, Paris 22 déc. 1905, *Journ. des Sociétés* 1906 p. 411. Trib. comm. Seine, 8 déc. 1910, *ibid.* 1911. p. 314, Paris 22 juin 1917 précité.

ces procédés juridiques qui lui sont coutumiers<sup>1</sup> pour conserver le contrôle du caractère fictif et irrégulier d'un versement. Elle aurait pu ainsi tout en ne reprenant pas la matérialité des faits relevés par les premiers juges et qui ne sauraient être mis en doute devant la Cour suprême, arriver à examiner ces faits au point de vue de leur qualification juridique pour voir s'ils ne masquent pas quelque fraude ou quelque dissimulation. Le contrôle de la Cour suprême n'aurait pas été superflu en cette matière délicate.

Une seconde objection peut être également formée contre la possibilité d'effectuer le versement libératoire par l'entremise d'un tiers mandataire. Quoiqu'on dise, ce peut être là un moyen de frauder et de violer la règle de l'art. premier de la loi de 1867 qui exige que le versement soit *effectué par chaque actionnaire*.

En effet, prenons l'hypothèse d'un compte de dépôt existant au nom d'un souscripteur dans une banque qui serait également chargée d'effectuer la libération totale ou partielle des actions retenues par ce souscripteur. Ce compte de dépôt peut être alimenté par toute personne apportant du numéraire, des chèques ou des valeurs au guichet de la banque et demandant à ce qu'ils soient versés au compte de telle autre personne. Dès lors il sera possible à une personne qui vou-

1. Par exemple en droit civil en matière d'interprétation des contrats et de la volonté des parties tout en déclarant le juge de fond souverain, la Cour de cassation se réserve le droit de contrôler l'application des règles des articles 1.134 et suiv. en matière d'interprétation.

Elle conserve grâce à ce moyen la latitude de casser les décisions qui font une interprétation trop inexacte d'un contrat ou de la commune intention des parties en jugeant que les règles juridiques destinées à assurer une bonne interprétation n'ont pas été suivies.

drait verser pour une autre le montant de la somme nécessaire à la libération des actions souscrites de venir verser cette somme au compte du souscripteur à la banque où ce dernier a un dépôt.

Il suffira à ce souscripteur de donner ensuite à sa banque l'ordre de verser cette somme au compte de la société en libération des actions qu'il a souscrites. Doit-on dire en pareille hypothèse que la libération a eu lieu avec des fonds qui n'appartenaient pas au souscripteur ? Si l'on se place au point de vue du pur bon sens, il semble bien que la réponse doive être affirmative. Ce sont les fonds d'une autre personne qui ont servi effectivement à libérer les actions souscrites.

Mais au point de vue purement juridique cette opération paraît bien moins critiquable. Les fonds versés au compte du souscripteur lui ont appartenu en propre ne serait-ce qu'un instant de raison. Une fois versés à son compte, lui seul avait le droit d'en disposer. Leur ancien propriétaire a perdu tout droit sur eux et bien qu'il les ait remis au nouveau pour être affectés à la libération d'actions souscrites dans une société nouvelle, leur nouveau possesseur a conservé la liberté d'en disposer tout autrement si bon lui semblait. Cette considération atténue un peu notre critique. La libération est bien effectuée avec des fonds appartenant au souscripteur, si court qu'ait été le moment où ils sont restés à sa disposition.

Malgré l'apparence régulière en droit de cette opération, il pourrait se faire que certaines circonstances particulières permettent de déclarer que le possesseur

momentané des fonds destinés à la libération d'actions souscrites dans une société nouvelle n'ait pas eu la liberté d'en disposer et qu'ils aient continué en réalité à appartenir à leur ancien propriétaire qui s'est arrangé pour les faire servir obligatoirement à la libération d'actions souscrites par un de ses hommes de paille.

Devra-t-on dire qu'il y a irrégularité pour non libération par *chaque actionnaire* des titres qu'il a souscrits ?

Ce sera la plupart du temps une pure question de fait, où une action en justice ne nous paraît avoir que des chances assez réduites de succès à cause des difficultés considérables de preuve de la fraude.

Les règles de la libération effectuée par l'entremise d'un tiers que nous avons étudiées plus particulièrement en prenant l'hypothèse où ce tiers est un banquier demeurent les mêmes quel que soit le tiers.

Tout dépositaire de fonds considéré comme mandataire du souscripteur peut servir d'agent matériel, d'intermédiaire dans les versements libératoires. Sans doute cette possibilité est de nature à permettre les fraudes mais non pourtant au point que l'on pourrait croire. Le mandant en effet doit avoir, ne serait-ce qu'en apparence, la propriété et la disposition effective des fonds qui sont versés en son nom pour libération des actions qu'ils a souscrites.

Cette particularité est de nature à décourager certaines combinaisons ayant pour objet de faire acquérir des actions d'une société nouvelle par des hommes de paille à la solde d'un groupe de fondateurs poursui-

vant quelque opération fructueuse et peut-être illégale.  
Mais l'obstacle mis à leur dessein est-il assez grand ?  
On pourrait, nous semble-t-il en définitive, être un peu  
inquiets de sa fragilité.

---

## CHAPITRE II

### ENTRE LES MAINS DE QUI LA LIBERATION DOIT ETRE EFFECTUEE

---

Un problème de pure législation doit en cette matière retenir notre attention.

On peut se demander s'il est bon de permettre aux fondateurs de désigner arbitrairement les personnes ou les établissements chargés de recevoir les fonds que les souscripteurs versent en libération de leurs actions.

La détention des fonds versés est sans conteste l'un des intérêts les plus sérieux que la société en formation ait à rechercher.

Dans notre droit aucune prescription n'a été édictée à ce sujet. La détention des fonds est donc réglée par la volonté des fondateurs qui sont libres de la prévoir et de l'organiser à leur gré. Ils peuvent s'ils le veulent désigner dans le prospectus d'émission, soit un notaire, soit un établissement de crédit aux guichets duquel la libération des actions souscrites devra avoir lieu, bref, toutes les solutions leur sont permises. Ils peuvent même — et cela nous paraît plus grave — ne désigner aucun tiers chargé de recevoir les versements libératoi-

res. Ceux-ci devront alors être effectués entre les mains des fondateurs eux-mêmes ou de l'un d'entre eux qu'ils auraient plus particulièrement désigné à cet effet<sup>1</sup>.

Cette trop grande liberté laissée aux fondateurs est des plus dangereuses. Elle peut servir à dissimuler des libérations fictives d'actions. Les fondateurs n'ont qu'à se charger ou à charger un de leurs complices de recevoir de prétendus versements qui n'auront jamais lieu. La personne chargée de recevoir ces versements certifiera qu'ils ont lieu alors que rien n'a été versé, elle en fournira des preuves écrites dues à sa complaisance, la société sera constituée définitivement sans avoir dans sa caisse les fonds nécessaires.

Ce sera souvent une entreprise mort-née mais plus souvent encore elle constituera un danger certain pour l'épargne publique qu'elle sollicitera.

Il ne faut pas croire qu'il n'y ait là qu'une pure assertion. Les scandales et les krachs financiers ont été nombreux qui ont révélé des opérations de ce genre. La première affaire Rochette en 1912-13 (V. *supra*) en fournit un exemple frappant.

Aussi un système de plus en plus répandu dans les législations étrangères supprime-t-il la liberté laissée aux fondateurs de recueillir eux-mêmes ou de faire recueillir par une personne à leur service les fonds apportés en libération des souscriptions. C'est ainsi qu'aux

1. Cass. 25 juin 1887 D. 88. I. 270, 13 février 1894 D. 94. I. 465 et note Boistel (précité). Trib. Seine 19 mars 88 *Rev. Soc.*, 88, p. 331. Lyon 25 avril 88. *Rev. Soc.* 88 p. 376. Paris 22 avril 1891, *Journ. Soc* 91 p. 289. Houpin, *op. cit.* E. I. n° 459. Lyon-Caen et Renault I. 2 n° 702. Thaller et Pic E. 2. n° 909. Copper Royer E. I. p. 156. Wahl, *op. cit.* n° 674 et suiv.

termes de l'art. 133 du C. italien, le versement de 3/10 du capital que la loi stipule devoir être libéré avant la constitution définitive de la société, sera versé à la Caisse des dépôts et prêts ou à un établissement d'émission légalement constitué. On trouve des dispositions analogues dans le Code roumain, art. 134 et dans le Code portugais, art. 162.

La mesure qu'ils édictent est sage et contribue à diminuer sérieusement le danger des souscriptions fictives.

L'intervention d'un tiers servant de mandataire ou de dépositaire des fonds, si elle est quelquefois inutile ou dangereuse si l'on se place au point de vue du souscripteur, présente au contraire des avantages certains si l'on examine la situation des fondateurs. Le mandataire du souscripteur sera quelquefois un bailleur de fonds qui se cache, le mandataire des fondateurs, si c'est un établissement de crédit honorable et connu, en recevant les fonds versés en libération des actions souscrites sera la meilleure des assurances que l'on puisse donner au public qu'il y a bien eu libération effective. Il est douteux en effet, et même impossible qu'un établissement sérieux délivre des reçus de complaisance contre des versements imaginaires. Le jeu de ses écritures est trop minutieux, et le contrôle trop sévère, pour qu'il soit possible de faire figurer sur ses livres, dans un but de complaisance criminelle, des versements inexistant<sup>1</sup>.

1. La preuve des versements a lieu :

- a) pour le souscripteur, par la production du reçu qui lui est délivré contre numération des espèces;
- b) pour les fondateurs qui seraient incriminés à raison d'une pré-

La précaution efficace que constitue ce système de libération aux mains d'un tiers a failli être introduit dans notre législation.

Les rédacteurs du projet de 1903 préoccupés de sauvegarder l'épargne publique et d'éviter toute possibilité de souscription fictive, proposèrent d'introduire dans la loi nouvelle sur les sociétés une disposition analogue à celle du Code italien.

Ils voulurent faire adopter par le Parlement le principe du versement obligatoire des fonds représentant le montant de la libération préalable dans les caisses de certains établissements de crédit publics, tels que la Banque de France, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Crédit Foncier<sup>1</sup>.

Cette disposition ne fut pas malheureusement accueillie par le Parlement qui sans doute trouva qu'elle constituerait une gêne et une nouvelle source de frais pour la

tendue fictivité des versements, par la production de leurs livres ou des états officiels dressés par l'établissement chargé de procéder à l'encaissement.

Douai 23 juin 1905, s. cass. 31 décembre 1906, Sir. 1909 I. 137 et note de M. Wahl. Aix 9 mars 1905 sous Cass. 26 fév. 1908 d. 09. I. 410.

Pour simuler un versement il faudrait truquer toute cette comptabilité, d'ailleurs bien inutilement car il serait aisé à l'expert désigné par le Tribunal de découvrir la supercherie.

I. MM. Thaller et Pic, *traité op. cit.* E. 2 n° 909 et suiv. étudient particulièrement ce projet et citent de nombreuses autorités que l'on peut consulter avec fruit.

Le projet de 1903 n'avait pas seulement pour but d'instituer une mesure de nature à empêcher les versements fictifs, il se proposait aussi de restreindre la liberté avec laquelle les fondateurs peuvent disposer des fonds revenant à l'être moral en formation.

C'est ainsi qu'une des dispositions du projet déclarait que les fonds versés ne pourront être retirés de l'établissement dépositaire que sur la signature de tous les gérants (ou fondateurs) ou de leurs fondés de pouvoir. Sans doute la restriction qu'on a voulu introduire n'était pas absolue et n'empêchait pas les fondateurs d'user des fonds de la future société dès avant sa constitution, mais elle rendait ce retrait plus difficile en rendant nécessaire le concours de tous les fondateurs.

société en formation. Peut être aussi estima-t-il que le danger des libérations fictives n'était pas très grand et que nos lois contenaient par ailleurs, des dispositions de nature à assurer une protection suffisante aux tiers.

Pourtant la précaution n'aurait pas été inutile et il est permis de se demander si son existence n'aurait pas réussi à empêcher, ou tout au moins à entraver de récentes et colossales escroqueries qui ont défrayé la chronique de ces derniers mois.

La situation que nous avons examinée jusqu'ici est celle où les fonds sont versés entre les mains des fondateurs ou dans un établissement de crédit *pour leur compte*; les fondateurs alors demeurent en fait libres d'en disposer dès avant la constitution définitive de la société bien qu'en droit ils ne puissent le faire et que la validité de leurs actes soit subordonnée à une ratification ultérieure de l'assemblée générale qui nommera les administrateurs et vérifiera les versements<sup>1</sup>.

Mais de plus en plus, la pratique se répand d'une méthode nouvelle de dépôt des fonds provenant du montant de la libération légale. Ceux-ci sont remis à un établissement de crédit désigné dans les prospectus et portés à un compte spécial au nom de la *société en formation*. Ces fonds sont alors entièrement indisponibles tant que les formalités constituées ne sont pas terminées. Les fondateurs n'ont pas le droit d'effectuer sur ce compte le moindre prélèvement. Si certaines dépenses

1. V. *supra*, livre II, chap. III.

doivent être faites pour le compte de la future société, ils devront en faire l'avance et se faire rembourser par la suite sur justification de leurs dépenses à l'assemblée générale constitutive et aux administrateurs.

Il n'y a qu'un seul cas où ils pourront effectuer le retrait des fonds, déposés au nom de la future société en formation, c'est lorsque sa constitution aura échoué, mais il faudra, avant qu'ils puissent retirer le montant des versements effectués pour le rembourser aux souscripteurs, qu'ils justifient de l'échec de l'entreprise et de la non-constitution de la société. Les souscripteurs n'auraient d'ailleurs aucune action directe contre la banque; c'est des fondateurs qu'ils doivent recevoir leur restitution<sup>1</sup>.

Ce moyen imaginé par les praticiens est utile en fait car il offre une garantie sérieuse contre les versements fictifs, mais en droit, sa régularité paraît beaucoup plus contestable. Il aboutit à conférer un droit matérialisé sous la forme d'un compte de dépôt dans une banque à une personne future, la société en formation qui n'existe pas encore au moment où ce compte lui est ouvert. Or il est de principe dans notre droit que les personnes futures n'ont pas capacité de recevoir et d'acquérir. Les prohibitions que cette incapacité a entraînées sont d'ailleurs nombreuses. On la retrouve en matière de fondation, de substitution, de dons et legs, partout il est permis de constater que les personnes futures ne peuvent bénéficier d'aucun droit actuel.

1. Houpin, *op. cit.*, L. 1 n° 462. Thaller et Pic E. 2 n° 910.

Mais si tel est le principe rigide et la règle sévère, il n'est pas impossible d'arriver à faire admettre certaines exceptions en les introduisant dans notre droit sous le couvert de théories différentes. Il en est deux tout au moins qui à notre avis pourraient suffire à justifier la possibilité juridique d'un compte ouvert dans un établissement de crédit au nom d'une société non encore constituée. Ce sont les théories de la stipulation pour autrui et de la « conception ».

On pourrait voir en effet une stipulation pour autrui dans la convention qui intervient entre les fondateurs et les souscripteurs. Tant que la société n'est pas constituée, il n'y a de lien de droit qu'entre ces deux groupes de personnes. Le souscripteur d'actions s'engage en réalité au moment de la souscription vis-à-vis des fondateurs. Mais ceux-ci ne stipulent pas pour eux-mêmes. C'est pour la société future qu'ils recueillent des actionnaires, ils stipulent pour autrui. Or la société véritable bénéficiaire de la stipulation n'existe pas encore définitivement au moment de la stipulation, sans doute elle a été conçue, mais n'est pas encore née. Pourtant son manque d'existence effective et présente n'est pas un obstacle au contrat qui est passé entre le fondateur et le souscripteur, car dans des hypothèses tous les jours plus nombreuses on admet que l'on puisse stipuler pour autrui quand même autrui serait une personne future.

Sans doute la jurisprudence continue en apparence à déclarer qu'une personne future ne peut être sujet de droit même en cas de stipulation pour autrui<sup>1</sup>. Mais

1. Voir par exemple quelques décisions refusant à un père de famille

l'autorité de ce principe fléchit de plus en plus. C'est ainsi que les villes dans les cahiers des charges qu'elles passent avec les concessionnaires de services publics insèrent des clauses en faveur des usagers dont certains n'existent pas encore au moment du contrat de concession et sont des personnes futures. C'est ainsi encore qu'en matière de donation avec charges où l'on retrouve une stipulation pour autrui, la jurisprudence a admis que l'on puisse faire une donation à une personne morale ou à un particulier en stipulant comme charge que le donataire créera et fera vivre une personne morale; une fondation, non encore existante au moment de la fondation<sup>1</sup>.

La doctrine d'ailleurs plus large à cet égard que la jurisprudence qui continue à vouloir respecter pour la forme l'ancien principe de l'incapacité des personnes futures de devenir sujets de droits actuels, veut écarter entièrement cette règle, qu'elle trouve périmée, du domaine du droit en matière de stipulation pour autrui<sup>2</sup>.

Dès l'instant qu'une personne existante intervient au moment où le contrat se forme, où la donation se produit, pour devenir sujet actif du droit créé, à charge de le transmettre à la personne future, le lien juridique est valablement créé. Nous croyons donc que le contrat qui se forme entre le souscripteur d'actions d'une so-

le droit de stipuler pour ses enfants nés et à naître sous prétexte que les enfants à naître sont des personnes futures et incertaines. Civ. 7 février 1877 D. 77 I 337. I 77. I. 393, Reg. 27 janvier 77 D. 79. I. 230 Civ. 7 mars 93 D. 94. 177 Rennes 5 décembre 99 D. 1903. 2 377 et note de M. Dupuich.

1. Reg. 8 avril 1874. 76. I. 225.

2. Voir Colin et Capitant, *Traité de D. Civ.*, t. 2 p. 334.

ciété en formation et le fondateur est une stipulation pour autrui; que de même le contrat qui se forme entre la personne qui dépose des fonds dans une banque au nom d'une future société et le banquier qui a accepté ce dépôt et promet de le remettre ensuite à la société au moment où cette dernière sera constituée, est également une stipulation pour autrui, et bien qu'autrui soit une personne future, la stipulation doit être déclarée valable.

On peut d'ailleurs se demander s'il s'agit bien en l'espèce d'une personne entièrement future. La société en formation n'est pas définitivement constituée, mais elle existe néanmoins en germe; elle a été conçue, ses statuts ont été rédigés, il y a eu un commencement d'exécution. On peut à bon droit dire qu'elle constitue un être moral conçu mais non encore né. Dès lors il ne serait pas vain de soutenir qu'elle se trouve dans une situation comparable à celle de l'enfant conçu mais non encore né et qui est déjà sujet de certains droits : « *Infans conceptus pro nato habetur...* » La société pourrait bien revendiquer l'application de cette règle qui suffirait, à notre sens, à justifier mieux encore qu'une stipulation pour autrui, qu'elle puisse être sujet de droit dès avant sa constitution définitive, et qu'on puisse ouvrir un compte à son nom dans une banque.

---

## CHAPITRE III

### LES MODES DE LIBERATION

---

La libération préalable des actions souscrites doit avoir lieu en principe en numéraire, dont il est fait une remise effective. Mais il n'est pas interdit de se servir de certains procédés bancaires de libération correspondant à une remise de numéraire.

Enfin une orientation nouvelle se dessine à propos de certains procédés que l'on pourrait appeler des procédés compensatoires de libération.

#### Section I. — Le principe

##### *Libération en numéraire.*

Le principe en ce qui concerne les modes de libération préalable du capital souscrit a évolué depuis 1867 et la loi de 1893 est venue à cet égard apporter certaines modifications.

##### *Loi de 1867.*

La loi de 1867 se contentait de prescrire le versement préalable du quart sans fournir aucune indication sur la manière dont il serait réalisé.

On s'accorda pourtant, en s'inspirant de l'esprit de la loi, à déclarer que ce versement devrait être effectué en numéraire ou en valeurs équivalentes — c'est-à-dire pour reprendre la formule de certains arrêts et des auteurs — en valeurs *d'une réalisation immédiate et certaine*, acceptées comme espèces dans la pratique, telles que les billets de la Banque de France ou les Bons du Trésor public payables à vue<sup>1</sup>, ou encore des chèques ou coupons *échus également acceptés comme argent comptant dans les banques*<sup>2</sup>.

Ce régime paraît rationnel et il ne semble pas que la possibilité de libérer ses actions par des bons du Trésor ait servi à dissimuler des fraudes. Pourtant la loi de 1894 a cru devoir modifier cette règle et le texte nouveau de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1867, modifiée en 1893, porte que le versement doit être effectué en espèces.

Cette innovation est imitée de plusieurs lois étrangères, telles que le Code allemand, art. 210; le Code italien, art. 133. Pour en saisir la portée un examen des travaux préparatoires de la loi de 1893 serait sans résultat. Il n'y est donné en effet aucune précision sur le fondement de l'exigence de la libération en espèces. Pour en comprendre les raisons il faut se reporter au projet sénatorial de 1884 qui parle le premier de l'exigence du versement en espèces. M. Bozerian, rapporteur

1. Paris, 28 mai 1869 D. 69; 2. 145. Civ. 27 janvier 1873 D. 1873, I. 33.

2. Poitiers 24 février 1886 et Orléans 13 février 1888, *Rev. Soc.* 86 p. 265 et 1888 p. 307 Cf. Beudant *Rev. critique* 1870, t. XXXVI p. 136, Lyon-Caen et Renault, t. II n° 698. Pont, *op. cit.* t. II n° 894. Houpin, t. I, n° 112. Thaller et Pic, t. II n° 904; Pic, *Annales de droit commercial*, 1913 p. 427.

du projet, justifiait en ces termes l'innovation proposée :

« A ces mots « le quart du montant » on a ajouté « en espèces » pour couper court à une jurisprudence, trop indulgente suivant la commission, qui a admis la validité tantôt d'un versement en valeurs, quand les valeurs seraient d'une réalisation immédiate et certaine, tantôt d'un versement par voie de compensation, compensation qui paraît d'ailleurs difficile et même impossible puisque la société ne peut devenir débitrice qu'après sa constitution et que le versement est dû antérieurement à sa constitution ».

Ce sont là de ces raisons parlementaires, un peu superficielles, qui paraissent simples et logiques à première vue, mais qu'un examen plus sérieux révèle quelquefois inexactes. Quoiqu'il en soit de la valeur réelle de ces motifs, il n'en demeure pas moins certains qu'aujourd'hui, aux termes de la loi positive, la libération est irrégulière lorsqu'elle est effectuée en valeurs<sup>1</sup> (quand même elles seraient d'une réalisation immédiate et certaine), telles que les bons à vue du Trésor, les bons de la Défense Nationale même à court terme, les chèques ou coupons même échus<sup>2</sup>.

Cette prohibition est peut-être trop sévère, elle pros-  
crit des modes de libération sérieux et sous lesquels

1. Bien entendu les billets de banque ne sont pas considérés comme des valeurs, mais sont assimilés à du numéraire dans le ressort territorial où ils ont cours légal.

2. Reg. 31 déc. 1906 D. 1908. I. 513 et note Percerou Sirey 1909. I. 137 et une note importante de M. Wahl. Trib. com. Seine 3 juillet 1902, *Gaz. Trib.* 10 août 1902 (Paris), 10 juillet 1902, *Journ. Soc.* 1903, p. 250. Trib. com. Seine 19 juillet 1910, *Gaz. Trib.* 25 novembre 1910. Trib. Commerce Seine 10 déc. 1910, *Gaz. Trib.* 1911, p. 314.

il était peu vraisemblable qu'une fraude se cachât. D'ailleurs cette prohibition constitue plutôt une gêne inutile qu'une mesure destinée à être scrupuleusement respectée. La nullité qui serait encourue pour son inobservation est la nullité relative, instituée par la loi de 1893, pour irrégularité dans la constitution. Elle est susceptible de se couvrir et peut être ratifiée par l'Assemblée constitutive qui vérifiera les souscriptions et les libérations. D'ailleurs la fin de non-recevoir serait à peu près automatique dans une action en nullité qui serait fondée sur un versement effectué autrement qu'en espèces. Cette action sera intentée après la constitution de la société et alors que l'Assemblée générale aura déjà ratifié et que le vice de constitution aura disparu.

De plus pratiquement, même si l'action était recevable le demandeur en nullité se heurterait à des difficultés insurmontables de preuve, car le coupon échu ou le chèque endossé et remis aura été immédiatement encaissé, et sur les livres sociaux le souscripteur sera mentionné comme ayant régulièrement versé le montant de la libération totale ou partielle de ses actions.

Si l'exigence de la loi paraît trop sévère lorsqu'il s'agit de valeurs d'une réalisation immédiate et certaine, comme des bons du Trésor public, elle trouve en revanche toute sa raison d'être lorsqu'il s'agit d'autres valeurs.

C'est ainsi que l'on doit écarter formellement d'après la jurisprudence de la Cour de cassation elle-même toute libération effectuée à l'aide de *valeurs de porte-*

*feuille* dont la réalisation est toujours douteuse<sup>1</sup>.

Les effets de commerce à échéance plus ou moins éloignée doivent aussi être écartés car ils peuvent demeurer impayés, leur escompte peut soulever des difficultés<sup>2</sup> et en supposant même qu'il n'y en ait pas, les opérations à effectuer pour les encaisser sont une charge inutile et qu'il faut éviter.

La libération serait également irrégulière si elle était effectuée en valeurs de bourse, actions, obligations ou même fonds d'Etat régulièrement cotés au marché officiel « attendu que la réalisation de ces valeurs ne peut pas toujours avoir lieu sans retard et qu'elles sont sujettes à des fluctuations incessantes, rendant aléatoire pour la société la réalisation du capital à verser » (Arrêt précité du 11 mai 1863 de la Chambre Civile)<sup>3</sup>.

Enfin la jurisprudence n'admet pas non plus le paiement en marchandises ou en créances, même liquides, constatées soit par des obligations notariées ou autres, soit par des factures ou mémoires approuvés. La dation en paiement d'objets ou d'effets incorporels dont la transformation en espèces est toujours susceptible de soulever des difficultés ne saurait en effet à aucun titre être réputée équivalente à un paiement en numéraire<sup>4</sup>.

1. Cette jurisprudence s'est formée d'ailleurs avant même la loi de 1867 sous le régime antérieur qui était plus libéral en matière de libération. Civ. 11 mai 1863. D. 63. I. 213.

2. Chambéry 28 janv. 1881. Sir 81. 2. 260. Paris, 5 déc. 81 D. 85. 2. 353. 10 juillet 1902, *Journ. soc.* 1902, p. 250.

3. *A fortiori* écartera-t-on les valeurs de coulisse, Paris 26 juillet 1887 D. 88. 2. 145 et note Sarrut.

4. Cass. 11 mai 1863 précité D. 63. I. 213 Paris, 5 déc. 1881 et 13 janvier 1882 précités.

Une dernière question pourrait se poser en période de dépréciation monétaire à propos de la libération des actions de numéraire. Celles-ci peuvent-elles être libérées en monnaies étrangères appréciées ? Il semble à première vue qu'il n'y ait aucune atteinte à la loi. Celle-ci stipule en effet que le versement doit être fait en espèces mais ne déclare nullement en espèces nationales. Un versement même en numéraire étranger serait un versement en espèces et il semblerait que la loi est observée. Pourtant, on ne peut admettre cette prétention. Certaines réserves doivent être apportées et certaines distinctions indispensables doivent être introduites.

Un souscripteur d'actions peut fort bien se présenter aux guichets de la banque où il doit effectuer son versement avec des espèces étrangères qui seront converties séance tenante en devises nationales versées au compte de la société en formation. Cette hypothèse est la plus simple et ne soulèvera aucune difficulté.

Mais le problème est plus délicat si l'on imagine une société française, constituée en France et devant exercer son activité en France et qui stipulerait son capital libérable en livres ou en dollars par exemple. Elle peut être amenée à adopter une disposition pareille en songeant que le franc se dépréciera davantage et qu'il lui serait utile d'avoir son capital libéré en monnaie appréciée au cours du change au moment de la formation de la société, surtout si elle estime que ce change est destiné à devenir plus défavorable encore pour la devise nationale<sup>1</sup>.

1. Bien entendu, les actions seront chiffrées en francs. L'article pre-

Une telle clause nous paraît entièrement nulle. La jurisprudence eut au cours de ces dernières années à examiner des clauses analogues de paiement en monnaie appréciée dans différents contrats commerciaux ou civils. Cette clause a toujours été déclarée nulle, sauf dans l'hypothèse où il s'agissait d'un marché avec l'étranger. Une circulaire récente du Garde des Sceaux (publiée dans le *Recueil commercial*, n° de novembre 1926) vient fournir un argument de texte en prohibant à son tour les clauses de ce genre<sup>1</sup>.

Leur prohibition est générale et doit s'étendre pareillement au cas où les statuts de la société nouvelle stipuleraient le versement dans la caisse sociale de devises étrangères prises au cours du change.

## Section II. — Procédés bancaires de libération

Nous avons déjà fait allusion à ce procédé lorsque nous avons parlé de l'entremise possible d'un tiers dans les opérations de liquidation.

Ces procédés bancaires de libération dont les principaux sont le virement de compte, l'ouverture de crédit, le chèque, servent tous les jours davantage à effectuer la libération des actions souscrites. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous en avons déjà dit. Tous ces procédés

mier de la loi de 1867 modifié en 1893 ne prévoit que des actions dont le montant nominal est chiffré en francs. D'ailleurs tous les autres articles qui parlent du montant nominal de l'action indiquent bien qu'elle ne peut être émise autrement qu'en francs.

1. V. dans la *Semaine juridique*, n° du 9 décembre 1916, un article de M. Ripert.

se ramènent d'ailleurs à un schéma très simple qui implique trois et quelquefois quatre opérations.

La première opération est celle qui consiste pour le souscripteur à se ménager des fonds chez un banquier. Différents moyens s'offrent à lui. Il peut avoir un compte en banque alimenté par des versements ou des remises qu'il y aurait effectués. Il peut aussi s'être fait consentir une ouverture de crédit gagée sur une remise de titres ou simplement sur la confiance.

Enfin les fonds en banque peuvent provenir d'un emprunt que le souscripteur d'action se serait fait consentir et dont il aurait remis le montant à sa banque pour libération des actions qu'il a souscrites.

La seconde opération est celle par laquelle le souscripteur donne à sa banque l'ordre de verser telle somme qu'il désignera en libération.

La troisième, versement effectif qui ne saurait résulter sur les livres de la société de la seule inscription au débit du souscripteur de la somme qui en est l'objet quels que soient le crédit et la confiance qu'il mérite<sup>1</sup>. Pourtant si l'on suppose que la société en formation a le même banquier que le souscripteur, le versement s'opérera bien par un simple jeu d'écritures, par un virement de compte, mais qui s'effectuera sur les livres du banquier et qui sera définitif. Les sommes en effet inscrites au compte de la société en formation correspondent bien alors à un versement effectif et deviennent entièrement disponibles aux mains des administrateurs

1. Paris, 19 mai Union générale D. 83. I. 425. Riom, 14 déc. 1886. D. 87. 2. 246. Paris, 14 avril 1892 D. 92. 2. 347.

de la nouvelle société tandis que le souscripteur perd tous droits sur elle et ne peut en aucune façon donner à sa banque l'ordre de les reverser à son compte ou s'opposer à leur usage. Cessommes, bien qu'elles n'aient pas quitté l'établissement du banquier, ne font plus partie du patrimoine du souscripteur.

Si la société en formation a un compte dans une banque différente de celle du souscripteur il y aura une opération de plus. Les sommes affectées à la libération seront versées par la banque du souscripteur à celle de la société qui les passera au compte de cette dernière.

En somme, il est permis de déclarer que tous les procédés bancaires de libération sont autorisés sous deux conditions :

1° qu'ils correspondent à un versement effectif en espèces;

2° que le souscripteur perde tout droit sur les sommes versées en libération qui doivent sortir définitivement de son patrimoine et n'y rentrer que dans l'hypothèse d'un échec de la société, d'une dissolution ou d'un amortissement.

### **Section III. — La compensation dans la libération.**

La compensation n'est pas admise avant la constitution définitive de la société comme mode de libération des actions souscrites.

La règle à cet égard fut vite dégagée par la jurisprudence. On rencontre dans un arrêt de la Chambre criminelle du 26 février 1904 D., 06, 1, 17 et note Le

Poittevin Sir 1906. I, 379 une formule qui est empreinte de la plus grande autorité. Voici les termes de l'arrêt :

« Que vainement les demandeurs excipent de la compensation légale qui se serait tout au moins établie entre la créance que N... aurait eue sur la société pour le montant de ses apports payables en numéraire et la dette dont il était tenu vis-à-vis de la même société par le versement du quart à effectuer sur les actions par lui souscrites.

« qu'il suffit de constater que la créance de N... n'était pas encore née au moment où le versement du premier quart sur les actions par lui souscrites aurait dû être effectué en espèces conformément aux prescriptions de l'article premier de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893. »

Ainsi donc pour que la compensation puisse avoir lieu il faut que les créances destinées à se compenser soient nées toutes deux et obéissent aux règles posées par le Code. Or on ne peut logiquement prétendre qu'il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'une créance contre une société en formation. En effet, la société ne peut être débitrice tant qu'elle n'est pas née et définitivement constituée. En réalité si l'on admettait la compensation entre le montant de la libération légale et de prétendues créances envers la société, ce sont les dettes des fondateurs que l'on ferait entrer en compensation. Juridiquement, la compensation ne peut donc jouer tant que la société n'est pas constituée. Il faut donc entièrement approuver la jurisprudence qui l'écarte<sup>1</sup>.

1. Paris, 14 janvier 1902 et 2 janvier 1906, *Journ. des Soc.* 1902, p. 227 et 1906 p. 211, 17 juin 1904 et 22 décembre 1905. D. 07. 2. 153

De plus si la compensation était permise entre l'apport en numéraire du souscripteur et une créance possible contre la future société, non seulement celle-ci n'aurait pas à l'époque de sa constitution les fonds nécessaires à ses débuts, mais il est encore à craindre que sous prétexte de compensation avec d'imaginaires créances on en vint à opérer une libération purement fictive<sup>1</sup>.

La libération par compensation qui est prohibée lorsqu'il s'agit du versement du quart sur les actions émises par une société en formation est possible au contraire lorsqu'il s'agit d'une émission d'actions faite par une société déjà constituée et voulant augmenter son capital.

La libération préalable des actions ainsi émises en représentation d'une augmentation de capital répond entièrement aux mêmes conditions que la libération des actions de numéraire émises avant la constitution définitive de la société. Les règles sur la montant du versement préalable, sur le montant nominal des actions, sur les modes de versement, sont identiques. Elles ne diffèrent que par la possibilité de faire jouer la compensation dans la libération des actions lorsqu'il s'agit d'une augmentation de capital, alors que cette possibilité est écartée lorsqu'il s'agit d'une constitution de société nouvelle.

et note Boutaud. Douai, 6 août 1903 D. 07. 2. 377 et note Levillain-Lyon-Caen et Renault, *op. cit.* t. II n° 699. Houpin, t. I n° 458. Rousseau, t. O n° 1708. Thaller et Pic, t. II n° 906.

1. La libération par compensation qui est prohibée sur le versement du premier quart paraît tolérée sur les versements des quarts suivants. Cf. t. 916 com. Bordeaux, 16 nov. 1904. *Journ. Soc.* 1905, p. 436. Amiens, 2 mai 1907 D. 08. 2. 110. Houpin, t. I, n° 310, Thaller et Pic, t. II n° 906.

Le raisonnement qui conduit à cette solution est simple.

Une société qui se constitue ne peut encore avoir de passif; elle n'a pas d'existence légale, on ne saurait donc admettre une compensation entre ce passif et sa créance contre ses souscripteurs.

Au contraire une société préexistante qui ne fait qu'augmenter son capital, a un passif. Or, la compensation entre deux dettes réciproques également liquides et exigibles équivaut à un double paiement (art. 1298 et s. du C. civil). On ne voit pas pourquoi les créanciers sociaux obligataires ou fournisseurs pouvant produire une facture acceptée ne seraient pas autorisés à faire servir leur créance jusqu'à due concurrence de la libération des actions nouvelles par eux souscrites. Aussi la jurisprudence et la doctrine admettent-elles en pareil cas la compensation<sup>1</sup>.

On devrait de même admettre, selon M. Houpin, que les porteurs de parts de fondateurs sorties au tirage et remboursables en numéraire puissent compenser le prix de rachat que la société doit leur verser avec les sommes qu'ils auraient à lui remettre pour libération d'actions nouvelles qu'ils auraient souscrites<sup>2</sup>.

Il est superflu d'ajouter que cette compensation ne pourra s'opérer que si les créances sont liquides, exigibles et certaines. Toutes les règles de la compensation légale doivent s'appliquer ici et il ne saurait être question de les transgresser.

1. Paris, 19 mars 1883, D. 83. I. 425, 18 mars 1887 D. 88. 2. 129. Amiens 2 mai 1907, *Journ. Sod.* 1908 p. 302.

Wahl, *Précis* n° 748. Houpin, E. I. n° 664. Floucault Pénardille, n° 563. Bossy, p. 57. Arthuys, t. II n° 623.

2. Houpin, *Journ. des Sociétés* 1909, p. 197.

## CONCLUSIONS

---

Parvenu au terme de cette brève étude sur la libération préalable des actions de numéraire dans les sociétés anonymes, nous conservons de notre examen l'impression certaine qu'une évolution est en voie de s'accomplir. La règle de l'avenir est celle de la libération intégrale et préalable des actions vers laquelle d'ailleurs le législateur paraît s'acheminer. Les avantages de cette libération sont sérieux et, judicieusement combinés avec le système des augmentations de capital, elle est de nature à réaliser un progrès certain sur notre régime présent.

Bien qu'une partie de la doctrine ait critiqué le système de la libération intégrale admis par le législateur dans les sociétés à responsabilité limitée<sup>1</sup> nous croyons qu'en définitive c'est bien à lui qu'il faut se rallier.

1. Thaller et Perceyrou, *Droit commercial*, 7<sup>e</sup> éd. p. 1318.

*Vu, le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

*Vu, le Président de la Thèse,*

Albert WAHL.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

CHARLETY.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Wahl (A.).** — Précis théorique et pratique de Droit commercial.

**Lyon-Caen et Renault.** — Traité de Droit commercial.

**Lacour et Bouteron.** — Droit commercial (2 vol.)

**Thaller.** — Traité élémentaire, 7<sup>e</sup> édition.

**Copper-Royer.** — Traité théorique et pratique des Sociétés anonymes.

**Floucault-Pénardille.** — Des Sociétés par actions, 1899.

**Bouvier-Bangillon.** — La législation nouvelle sur les Sociétés.

**Rousseau.** — Des Sociétés commerciales françaises et étrangères (2 vol.)

**Dalloz.** — Suppl. au Rép. V<sup>o</sup> *Société*, 16<sup>e</sup> vol.

**Vavasseur.** — Traité des Sociétés (2 vol.).

**Deloison.** — Traité des Sociétés (2<sup>e</sup> vol.)

**Thaller et Pic.** — Traité des Sociétés (3 vol.)

**Houpin et Bosvieux.** — Traité général des Sociétés.

**Arthuys.** — Traité des Sociétés, (2 vol.)

**Girard (P. F.).** — Traité de Droit romain.

**Périodiques.** — *Recueil Sirey.*

— *Recueil Dalloz.*

— *Journal des Sociétés.*

— *Annales de Droit commercial.*

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                         |           |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Introduction</b> .....                               | <b>7</b>  |
| <b>Prolégomènes</b> .....                               | <b>21</b> |
| § 1 <sup>er</sup> . — Historique et Droit comparé ..... | 21        |
| § 2. — Libération partielle ou totale .....             | 27        |

### LIVRE PREMIER

|                                                                                        |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Le montant de la libération dans les différentes<br/>catégories d'actions</b> ..... | <b>33</b> |
| <i>Chapitre premier. — Les Actions d'apport</i> .....                                  | 33        |
| <i>Chapitre I. — Les Actions de numéraire</i> .....                                    | 36        |
| § 1 <sup>er</sup> . — Les actions de 25 francs .....                                   | 37        |
| § 2. — Les actions de 100 francs et au-dessus .....                                    | 39        |
| § 3. — Les actions entre 25 francs et 100 francs .....                                 | 39        |
| <i>Chapitre III. — Système législatif proposé</i> .....                                | 55        |
| <i>Chapitre IV. — Libération des actions mixtes</i> .....                              | 67        |
| Section I. — Avant la loi de 1893 .....                                                | 67        |
| Section II. Réforme de la loi de 1893 .....                                            | 70        |

### LIVRE II

|                                                                                                   |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Epoque de la libération et de la disposition des fonds libérés</b> .....                       | <b>77</b> |
| <i>Chapitre Premier. — Epoque de la libération</i> .....                                          | 78        |
| <i>Chapitre II. — De l'époque où les versements libératoires deviennent<br/>disponibles</i> ..... | 84        |

LIVRE III

|                                                                                                                |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Les modes de libération.....</b>                                                                            | <b>95</b>  |
| <i>Chapitre Premier. — Qui doit faire le versement libératoire? .....</i>                                      | <b>96</b>  |
| Section I. — Le principe de la libération effectuée par l'ac-<br>tionnaire .....                               | <b>96</b>  |
| Section II. — La libération effectuée par l'entremise d'un<br>tiers .....                                      | <b>102</b> |
| <i>Chapitre II. — Entre les mains de qui la libération doit être ef-<br/>                    fectuée .....</i> | <b>111</b> |
| <i>Chapitre III. — Les modes de libération .....</i>                                                           | <b>120</b> |
| Section I. — Le principe : Libération en numéraire .....                                                       | <b>120</b> |
| Section II. — Procédés bancaires de libération .....                                                           | <b>126</b> |
| Section III. — La compensation dans la libération.....                                                         | <b>128</b> |
| <b>Conclusion .....</b>                                                                                        | <b>132</b> |
| <b>Bibliographie.....</b>                                                                                      | <b>133</b> |

---



